

JOURNAL  
BELGE  
MONDIAL!

# Kairos

JOURNAL ANTIPRODUCTIVISTE ● POUR UNE SOCIÉTÉ DÉCENTE

## LA COURSE AUX PLUS BAS PRIX: TOUS PERDANTS!

de Paul Lannoye

Page 4

## DOSSIER LE 11 SEPTEMBRE: LE CANCER DU DOUTE

Olivier Taymans, David Ray Griffin,  
Paul Lannoye, Michel Weber

Pages 5 à 17

## PLONGÉE AU COEUR D'EXPÉRIENCES DE PERMACULTURE À BUENOS AIRES

Edith Wustefeld, Johan Verhoeven

Pages 20



Illustration: Francesca Capellini

Kairos

Editeur responsable: Jean-Baptiste Godinot / asbl Respire — rue Joseph Coosemans, 32, 1030 Bruxelles



## SOMMAIRE

TIRONS SUR  
L'AMBULANCE

Page 3

CHRONIQUE  
DE L'ÉCOLOGIE  
POLITIQUE

Page 4

DOSSIER  
11 SEPTEMBRE :  
LE CANCER DU DOUTE

page 5-17

LE FÉMINISME N'EST PAS  
TOUJOURS SUBVERSIF

page 18

GRAINES UTOPISTES  
CONTRE RENGAINE  
CAPITALISTE

pages 20-21

FAIT MAIN  
C'EST LE PIED

page 22

## VU/LU/ENTENDU

page 22

## ANNONCES/BRÈVES

page 23

LES PETITES HISTOIRES  
DE L'HUMANITÉ

page 24

## ABONNEMENT

page 24

**Avis :** Comme nous vous en informions dans le numéro de juin, Kairos sera à partir du numéro de novembre édité par une nouvelle structure : **Kairos ASBL**. Les données que vous nous avez transmises lors de votre abonnement seront transférées de Respire ASBL à la nouvelle asbl éditrice. Ce transfert de fichier n'implique aucune transmission à des tiers. Vous avez par ailleurs toujours la possibilité d'accéder sur demande à ces données, les modifier ou les supprimer.

Kairos – Journal antiproductiviste pour une société décente  
Journal d'opinion sans pub

Périodique bimestriel / Paraît en avril, juin, septembre,  
novembre, février + un n° spécial. / ISSN : 2294-0820

Imprimé en Belgique par :  
Nouvelles Imprimeries Havaux s.a.,  
Avenue du Marquis, 34 - B - 6220 FLEURUS

**Tirage** cet exemplaire a été tiré à 2.500 exemplaires  
**Routage** Cambier  
**Livraison chez Tondeur** Dioxyde de gambettes

**Les articles n'engagent que la  
responsabilité de leurs auteurs**

Tous nous promettent que la croissance reviendra, des « socialistes » aux libéraux, en passant par les syndicats et les lobbys patronaux. Chez nos voisins, Hollande, dans son allocution du 14 juillet, tentait de persuader les Français qu'elle était aux portes de l'Hexagone, mais qu'il manquerait juste à ses compatriotes un fond de piété : « pour qu'il y ait de la croissance, le premier principe, c'est la confiance »... certes, on nous avait déjà prévenu qu'il était vain de se rendre à Lourdes si on ne croyait pas aux miracles. Penser qu'ils viendront suffit donc à les faire advenir. Beau projet.

Les acteurs politiques l'ont bien compris : susciter l'espoir facilitera l'acceptation. Promise depuis des années, chimère lointaine visant à mieux faire accepter au sujet son quotidien et les sacrifices « nécessaires », l'absence bruyante de prémisses à une quelconque « reprise » en laisse toutefois de plus en plus dubitatifs, faisant place aux faux-remèdes visant à les rassurer. Ceux-ci tentent la gageure de faire autant avec la même chose, ou encore, parfois, de faire mieux avec moins... en continuant à faire comme avant. Formes de grappillage sur ce qui reste, d'aménagement de temps sans modifications structurelles, ces fausses solutions, dont l'effet avéré s'arrête souvent à l'annonce, sonnent comme un aveu secret qu'on ne touchera pas au fond du problème, et que l'on continuera à faire « comme si ». Jusqu'à quand ? Dernier exemple en date, la Communauté française Wallonie-Bruxelles, qui annonçait il y a quelques semaines sa grande révolution, celle qui allait enfin donner à l'enseignement sa qualité démocratique : les écoles allaient pouvoir réduire leur période de cours de 50 à 45 minutes pour récupérer du temps pour d'autres tâches. Sans commentaires.

Outre les annonces lénifiantes, il faudra, pour assurer la servitude volontaire, créer le sentiment d'« unité », nourrir l'illusion que nous ne faisons qu'un, que le corps social n'est pas traversé de conflits et que l'espace social n'est pas clivé en groupes inégaux. En France et

ailleurs, ce sera la grandeur nationale : « les Français se disent nous sommes dans un grand pays, nous ne devons pas céder au dénigrement de nous-mêmes, au pessimisme, à une forme de résignation. Non ! Nous sommes un grand pays. Pas simplement sur le plan militaire parce que nous avons eu cette intervention au Mali, pas parce que nous avons une armée, une défense nationale, ça compte. Nous sommes un grand pays industriel, technologique. » La fierté nationale, la compassion commune, le « nous », galvaniseront les foules. En Belgique, l'abdication du roi Albert II et le sacre du roi Philippe, hypermédiatisés par les professionnels du journalisme, nourriront l'illusion de ne faire qu'un. Main dans la main, tous dans le même bateau... alors que clivages et inégalités demeurent et se creusent.

Ailleurs pourtant, dans d'autres sphères, les bonimensonges se révéleront pour ce qu'ils sont : « les estimations sont encore en cours mais nous savons que cette chute de la croissance nous obligera à des efforts supplémentaires considérables. Efforts qui eux-même contribuent à la baisse de la croissance <sup>(1)</sup> », avoua Elio Di Rupo devant un public prêt à l'entendre... ces « efforts » ne les concernant que très peu.

Face à de tels ectoplasmes politiques dont la vision indigente nous précipite très certainement vers le pire, Albert Jacquard avait bien saisi l'enjeu, lui qui nous a quitté ce 11 septembre. Mais alors que les différents « organes de presse », pour ne pas dire « du pouvoir », relayaient sa disparition, ont-ils compris, et appliqué, ne fut-ce qu'une once des principes qu'il préconisait ?

Si ce n'est le cas, qu'ils se taisent... enfin !

**Alexandre Penasse**

(1) Elio Di Rupo, lors d'un discours à l'Assemblée Générale d'Assuralia, Union professionnelle des entreprises d'assurance, 27 février 2013. [www.premier.fgov.be](http://www.premier.fgov.be)

COURRIER  
DES LECTEURS

Envoyez vos réactions à : [courrier@kairospresse.be](mailto:courrier@kairospresse.be)  
(les courriers sélectionnés seront publiés en mentionnant les noms et prénoms que vous indiquez)

Merci pour ce journal combatif et déterminé

Thierry

Deux courriers s'étaient perdus dans notre boîte mail.

Que leurs auteurs nous excusent.

Le premier lecteur réagit au numéro de novembre/décembre 2012, dont le dossier était consacré au syndicat.

Bonjour,

Merci tout d'abord pour votre travail. Nous avions besoin d'un journal tel que Kairos.

Je voulais réagir à votre dossier sur les syndicats. Ce qui me choque dans leurs réponses, c'est leur façon de tourner autour du pot, leur verbiage inutile qui noie le poisson. Et aussi leur méconnaissance ahurissante de ce que signifie « décroissance ». C'est très significatif. On voit bien que ce ne sont pas les syndicats qui permettront de changer la donne.

Cordialement,

Eddy

Ensuite, un lecteur s'exprime sur l'erreur que représente selon lui la comparaison entre le scandale du tabac et celui - à venir - des ondes électromagnétiques, traité dans le dossier de février/mars 2013.

Salut,

Tout d'abord merci pour votre journal, un des seuls qui puissent encore porter ce nom. Mais - oui il y en a un - vous m'avez quand même irrité dans votre dernier numéro. Dans votre article concernant les ondes électromagnétiques vous comparez ce scandale sanitaire à celui du tabac. Grande blague non mais allez ! Vous tombez dans le panneau comme tous les autres. Cela me paraît clair et lucide que la clope représente uniquement une tête de turque sociétairienne permettant toutes les dérives sur le côté. « Pas de problème, ne bouffez que de la merde industrielle, vaccinez-vous, ingurgitez des médicaments au moindre bobo, téléphonez et surfez sur le net en traversant la rue mais surtout ne fumez pas » ! Et nous voilà en prise avec des milliers de gens frustrés et culpabilisant à chaque taffe. Fumez du tabac et pas des tubes à fumée chimique, mais fumez, si vous en avez envie. Bonne journée à toutes et à tous et bonne continuation dans la joie et dans l'amour.

Julien

Bonjour,

Votre journal me semble une nécessité incontournable dans le paysage des publications belges ! J'ai acheté tous vos numéros dans diverses librairies à Bruxelles et à Liège. Je pense depuis longtemps à m'abonner... et je ne l'ai jamais fait, juste par distraction (...)

Cordialement,

Gil

## Illustrations

Francesca Capellini, Jérôme Désert, Sophie Le Grelle, Fabienne Loodts, Aurore Dupuy, Julie Joseph, Marion Sellenet, Anne Brugni, Elise Wilk, Léonore Frenois, Fanny Dreyer, Nadège Guichard, Alain Munoz, Pierre Lecrenier

## Ont contribué à ce numéro

Olivier Taymans, David Ray Griffin, Paul Lannoye, Michel Weber, Edith Wustefeld, Johan Verhoeven, Daniele Ganser, Jean Bricmont

# JE VOUS EN REMETS UNE COUCHE ?

CHRONIQUE

On aura apprécié les torrents d'insanités qui ont été déversés à l'occasion du passage de flambeau d'un roi à l'autre. La presse, toute la presse a donné, une fois encore, la mesure de sa bassesse et de sa soumission devant les autorités, civiles et autres, de ce pays. Dans le même temps, le premier ministre socialiste, encensé – à quand la béatification ? – par le roi sortant, aura quant à lui fait preuve de son désormais légendaire aveuglement hypocrite dans un discours où les mensonges et les contre-vérités le disputaient aux plus répugnantes marques d'allégeance à la monarchie. Laquelle a encore de beaux jours devant elle, satisfaite qu'elle peut être de la pérennité de ses multiples avantages, pécuniaires et autres. On se réjouira cependant de ce que, le 21 juillet, mis à part une maigre portion du bon peuple de Bruxelles, la population dans sa grande majorité n'aura pas manifesté outrancièrement son attachement à la couronne et à ce qu'elle peut encore avoir de légitimité à ses yeux. Et puis, on observera que, cette année encore, à Liège, le feu d'artifice du 14 juillet a été suivi et applaudi par des milliers de badauds massés sur les berges de la Meuse.

Mais passons. Cet été, outre les innombrables considérations liées aux conditions météorologiques, n'a pas manqué de nouvelles plus extravagantes les unes que les autres et de scandales de toutes natures mais présentés par la presse comme choses parfaitement communes et finalement hors de portée de toute forme de jugement. Certes, par exemple, il s'est trouvé l'un(e) ou l'autre éditorialiste pour faire mine de se scandaliser de ce que nos amis américains mettaient un peu trop leur nez dans nos petites affaires. Les plumitifs de tous bords, ici comme ailleurs, ont bien intégré le fait que plus l'information passe vite et plus vite elle tombe dans l'oubli. Pour rappel et afin de rafraîchir leur mémoire, les éditions ALLIA ont publié il y a une dizaine d'années, un petit opuscule<sup>(1)</sup> rédigé par un – vrai ! – journaliste écossais, Duncan Campbell qui, dans les moindres détails, chiffres et documents à l'appui, montrait comment les USA et ses principaux alliés (Britanniques et Australiens) avaient mis au point un gigantesque réseau d'interception et de traitement des données électroniques et autres, privées ou commerciales, depuis les débuts de la guerre froide. Les dernières «révélations» relatives au système mis au point outre-atlantique n'ont en réalité rien de vraiment sensationnel ; elles ne font que confirmer un état de choses qui était déjà là et s'est simplement adapté aux techniques les plus modernes.

Pour ce qui est des millions et des millions de messages de toutes sortes qui s'échangent chaque jour de par le monde, venant de partout et échangés par des dizaines de millions de gens, on peut se demander, au bout du compte, quelle utilisation il peut vraiment en être fait. Sauf à inspirer quelques craintes – légitimes – aux défenseurs des droits de l'homme, il apparaît bien que ce vaste système de surveillance est d'abord et avant tout un moyen parmi d'autres de rassurer et conforter les propriétaires du monde de ce que celui-ci est bel et bien le seul imaginable et digne d'être défendu contre, par exemple et entre autres menaces, ces vilains et bien opportuns terroristes, embusqués un peu partout, prêts à mettre la planète à feu et à sang ce qui, on l'a vu, n'a pas provoqué le moindre sentiment de panique dans le bon peuple, qui a bien d'autres sou-

« La puissance et l'étendue des moyens de contrôles et de manipulation des consciences mis à la disposition de toutes les formes de pouvoir sont tels que, véritablement, ce n'est pas tant à l'effondrement de l'idée de la liberté que l'on assiste mais, bien plutôt, à la disparition pure et simple de son concept et de sa pratique effective »

cis. On reconnaîtra, dans la publicité faite à cette affaire comme en d'autres, la marque des classes possédantes et les cohortes de leurs serviteurs qui n'ont même plus à dissimuler la nature de leurs basses besognes. Désormais, c'est au grand jour et sans vergogne que s'affichent les néfastes projets des marchands, faiseurs d'argent et propriétaires, projets qu'aucune entrave, d'où qu'elle vienne, ne peut plus prétendre enrayer.

## AMUSEZ-VOUS !

La puissance et l'étendue des moyens de contrôles et de manipulation des consciences mis à la disposition de toutes les formes de pouvoir sont tels que, véritablement, ce n'est pas tant à l'effondrement de l'idée de la liberté que l'on assiste mais, bien plutôt, à la disparition pure et simple de son concept et de sa pratique effective. Il n'aura fallu pour cela – dans nos contrées épargnées par les révoltes, émeutes et soulèvements meurtriers qui sont maintenant l'apanage de populations lointaines et vues comme en proie à d'archaïques, vaines et féroces disputes – que de mettre en œuvre la gigantesque entreprise de crétinisation et d'endormissement des esprits sans égal dans l'histoire, dont on découvre, sans en être étonné, qu'elle a parfaitement atteint ses objectifs. L'Occident repu et bedonnant, rejoint en cela par les nations dites émergentes, persiste à poursuivre aveuglément les objectifs que lui enjoignent le « progrès » et les nécessités d'une expansion infinie de tout et de n'importe quoi. Cela dans une atmosphère où dominent les injonctions et les invitations à la fête quasi permanente, avec, chez nous et partout ailleurs, pendant tout l'été, les innombrables festivals en plein air et autres city parades où d'énormes foules de jeunes se trémoussent, s'épuisent et s'enivrent au son de ce que l'on qualifie encore de musique. Laquelle, en l'occurrence, concentre dans sa vacuité et son insondable nullité, toutes les prétentions à la libération et au savoir-vivre de pointe que promettent les misérables gadgets nés de la recherche

scientifique et des applications qu'elle ouvre à la pleine satisfaction des marchés et de leurs actionnaires.

Mais, plus encore que ces constats, somme toute d'une grande et parfaite banalité, la belle saison nous aura au moins donné de belles occasions de rire à gorge déployée devant le spectacle cocasse auquel nos sommités – et celles de nos voisins – nous auront permis d'assister. Spectacle total, son et lumière, tirades historiques, hoquets et vomi, rien ne nous aura été épargné. De François Hollande à son ministre de l'intérieur en passant par nos innombrables comiques troupiers régionaux (il y a un nid quelque part?) et quelques autres, il y aurait de quoi monter un show de première grandeur à diffuser en prime time sur les chaînes de télévision. En l'espèce, on n'aurait guère d'autre choix que de laisser cet ouvrage aux mains de ceux qui excellent en ce domaine: les journalistes et marketeurs qui occupent toute honte bue la quasi totalité de l'espace médiatique. On peut s'assurer de ce que cette bouillie insane à l'usage des néo-citoyens serait proprement et promptement revue et corrigée et qu'on arriverait à en faire un outil pédagogique conforme et tout à fait digeste.

Car bien évidemment, encore et toujours, il s'agit, n'est-ce pas, de corriger le tir et, par voie de conséquence, mentir effrontément, travestir la réalité, tripoter les chiffres, en mettre plein la vue. Comme avec ces ridicules alertes à la bombe dans les stations de métro et les gares que l'on évacue à grand fracas, où des «colis suspects» se voient entourés de flics, de militaires-démoneurs ; épiés, ouverts avec mille précautions et qui s'avèrent n'être que de pauvres et innocentes sacoches ou valisettes ne contenant strictement rien qui puisse prêter à panique. Comme le gentil nationalisme wallon de l'un contre le patriotisme économique de l'autre... A trois, on se marre: un, deux trois... Go!!!

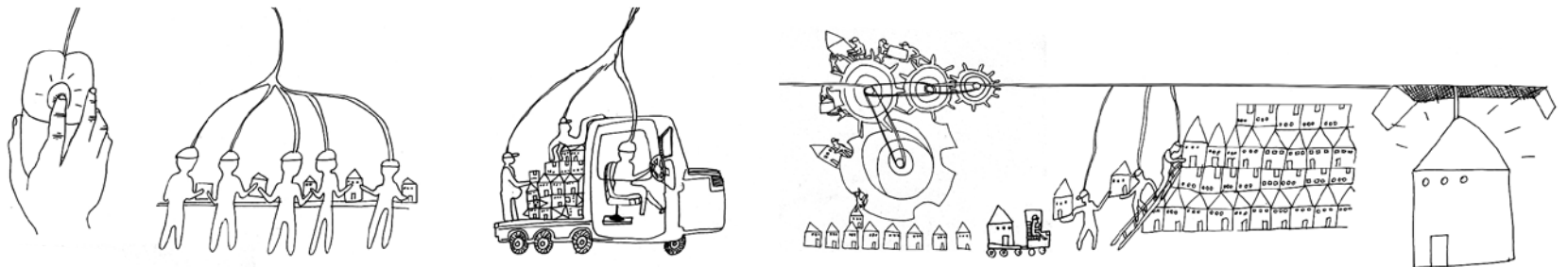
Jean-Pierre L. Collignon

(1) «Surveillance électronique planétaire», Duncan Campbell, Éditions ALLIA, 2001.



# LA COURSE AUX PLUS BAS PRIX : TOUS PERDANTS !

Illustration: Sophie Legrelle



Depuis les années 1960 et l'explosion conjointe du productivisme et du consumérisme, l'argument de vente qui s'est imposé comme déterminant est celui du prix. Achetez malin, faites de bonnes affaires, profitez de nos prix écrasés, ne payez pas trop cher: autant de slogans et mots d'ordre qui s'évertuent à cacher des critères aussi essentiels que la durée de vie, le service après-vente, la réparabilité et ignorent volontairement les conditions de production et de transport ainsi que l'impact sur notre environnement social.

Le souci d'une bonne gestion de ses revenus n'est évidemment ni injustifié ni critiquable. La célèbre fable de la cigale et de la fourmi a été de longue date enseignée aux jeunes enfants pour les inciter à se montrer prévoyants. Mais, au fil des années, sous pression d'une publicité de plus en plus envahissante, la sagesse de La Fontaine a été ringardisée et reléguée au rayon des vieilleries moralisatrices. L'expansion du crédit facile et le développement de la grande distribution ne pouvaient s'accommoder d'un état d'esprit aussi rétrograde. Il fallait, par un déferlement publicitaire de plus en plus envahissant, conditionner le consommateur pour lui faire croire que tout est accessible moyennant un choix attentif et judicieux: « Surtout ne payez pas trop cher, nous pouvons vous satisfaire à plus bas prix! ». Tel est le carburant du consumérisme, complètement parfait d'un productivisme industriel sans lequel il ne peut fonctionner.

## LES CONSÉQUENCES D'UN CONSUMÉRISME IRRÉFLÉCHI

Ainsi, de citoyen réfléchi et conscient des conséquences de ses choix, l'être humain est-il dégradé en consommateur égoïste, poussé en permanence à payer moins cher pour pouvoir acheter plus. Les conséquences de l'imprégnation consumériste, dans un contexte de libre échange généralisé sur fond de faible coût des transports, sont pour une part invisibles par le consommateur occidental: les conditions de travail dans les usines chinoises, les mines et les déchetteries africaines et les entrepôts du Bangladesh, les catastrophes écologiques ne sont connues qu'épisodiquement à l'occasion de l'un ou l'autre reportage-choc ou d'un grave accident... aussitôt oublié.

Mais d'autres conséquences heureusement moins dramatiques quoique perverses sont, elles, bien visibles dans notre environnement:

- disparition quasi-totale des commerces de proximité dans les villages et les quartiers;
- présence de plus en plus envahissante sur le marché de produits de qualité médiocre et non réparables;

- déstructuration du tissu social, par élimination des petites entreprises et des artisans, obligés notamment de satisfaire à des normes sanitaires ou techniques conçues pour l'industrie ou incapables de s'aligner sur les prix exigés par la grande distribution;

- montée inexorable d'un chômage endémique.

Qui d'entre nous n'a pas dû renoncer à faire réparer un objet défectueux ou un appareil en panne? L'achat d'un produit neuf est souvent moins coûteux que le prix de la réparation.

La réparation exige une compétence réelle et un savoir-faire alors que la production, dans l'un ou l'autre pays à faible coût salarial, a lieu dans des chaînes de montage où les ouvriers exécutent des tâches répétitives pour des salaires de misère et dans des conditions proches de l'esclavage.

En fait, la course au prix le plus bas signifie le plus souvent que les coûts sont payés ailleurs ou par d'autres, voire par nous-même, à notre insu.

Les technologies de l'information et des communications qui nous ont envahi au tournant du 21ème siècle ont ajouté une nouvelle dimension à cette course.

Avec l'explosion de la vente en ligne (le e-commerce), le consommateur, face à son écran, n'ignore plus seulement les conditions de production et de transport de son achat, il ignore aussi tout de sa commercialisation et du parcours que cet achat effectue pour se retrouver en sa possession à un prix attractif.

Le numéro un mondial de la vente en ligne, Amazon, vient de faire l'objet d'une enquête de terrain édifiante par le journaliste Jean-Baptiste Malet<sup>(1)</sup>. Infiltré incognito comme travailleur intérimaire à l'approche des fêtes de Noël 2012 dans l'entrepôt logistique de Montélimar, Jean-Baptiste Malet décrit « le meilleur des mondes » qu'il a vécu pendant deux mois, un monde de harcèlement, de délation, d'humiliation et de violation manifeste du droit du travail, un monde inhumain où la pseudo modernité nous replonge dans les pires pratiques du 19ème siècle.

Evidemment, la vente en ligne, c'est moderne et branché; ça écrase les prix et ça crée de l'emploi dans les entrepôts logistiques. Encore que si on y regarde de plus près, pour ce qui est de l'emploi, ce n'est pas aussi clair: selon le Syndicat de la librairie française, la librairie indépendante génère deux fois plus d'emplois que les grandes surfaces culturelles, trois fois plus que la grande distribution et, selon les chiffres de la Fédération du e-commerce et de la vente à distance, dix-huit fois plus que le secteur de la vente en ligne<sup>(2)</sup>.

« Ainsi, de citoyen réfléchi et conscient des conséquences de ses choix, l'être humain est-il dégradé en consommateur égoïste, poussé en permanence à payer moins cher pour pouvoir acheter plus »

Ainsi est créé un nouveau prolétariat surexploité aux dépens du métier qualifié de libraire et de l'existence des lieux de convivialité, de découverte et de rencontre que sont les librairies.

Il est de plus en plus visible que nous sommes tous perdants dans cette course au plus bas prix. Surtout, si nous constatons, après une sérieuse analyse, que les soi-disant prix les plus bas ne le sont pas.

Une enquête effectuée en France, dans la ville de Toulon, par le journaliste Daniel Bernard<sup>(3)</sup> a montré récemment que, pour de nombreux produits alimentaires, les prix pratiqués en hypermarché sont, à y bien regarder, souvent plus élevés que ceux proposés par les petits commerces spécialisés et surtout sur les marchés. Si on prend la peine de comparer les produits, la différence de qualité, manifeste, achève de discréditer l'hypermarché.

Sans doute s'agit-il d'une enquête isolée mais je suis convaincu qu'elle est révélatrice d'une situation fréquemment rencontrée.

Le problème, à ce jour, est qu'une majorité d'entre nous, infantilisée inconsciemment par le discours publicitaire et la connivence du politique, reste convaincue du contraire.

C'est donc « à l'insu de son plein gré » qu'elle paie les coûts cachés du plus bas prix<sup>(4)</sup>.

Paul Lannoye

(1) Jean-Baptiste Malet: En Amazonie. Infiltré dans le « meilleur des mondes », éd. Fayard, 2013.

(2) Id.

(3) Daniel Bernard: Marchés et petits commerces contre hypermarchés dans Marianne n° 851 du 10 au 16 août 2013.

(4) Vincent Le Coq et Anne-Sophie Poiroux: le « toujours moins cher »: à quel prix? éditions Yves Michel

# DOSSIER

# 11 SEPTEMBRE : LE CANCER DU DOUTE

« La guerre menée par le terrorisme contre ses adversaires déclarés est tout à fait invraisemblable. Pour être crédible, cette histoire exigerait triplement et simultanément une excessive stupidité des terroristes, une incompétence extravagante des services policiers, et une folle irresponsabilité des médias. Cette invraisemblance est telle qu'il est impossible d'admettre que le terrorisme soit réellement ce qu'il prétend être. »

Michel Bounan,  
Logique du terrorisme

Dans un petit ouvrage salubre intitulé *Principes élémentaires de propagande de guerre*, l'historienne Anne Morelli recommande, innombrables exemples à l'appui, de pratiquer avec assiduité le doute systématique face à toute communication gouvernementale, que ce soit en temps de guerre froide, chaude ou tiède. Après les attentats du 11 septembre 2001, qui ont suscité de la part de l'Occident, et des États-Unis en particulier, une déclaration de guerre indéfinie et sans fin contre le terrorisme, cette dernière notion prend d'ailleurs tout son sens. Comment nier que c'est bien dans une communication de guerre, et par conséquent dans la propagande, que les autorités états-uniennes ont versé dès le jour des attentats ? On se souvient peu aujourd'hui que dans le sillage du 11-Septembre, le ministre de la Défense Donald Rumsfeld avait créé un « Office of Strategic Influence »<sup>(1)</sup> ouvertement chargé de concevoir et diffuser une propagande de guerre qui donnerait l'avantage aux États-Unis dans leur 'guerre contre le terrorisme'.

Cependant, dans le cas du 11-Septembre, bien plus qu'un devoir ou une nécessité, le doute s'est très vite imposé comme une évidence, tant l'ensemble des aspects de cet événement historique a été de nature à susciter la suspicion. Que cette tragédie, au-delà du choc qu'elle infligeait à une nation, soit tombée à pic pour une partie de ses dirigeants, personne n'en doute encore réellement. La direction qu'a prise la politique internationale des États-Unis après le 11-Septembre ressemblait trait pour trait à ce que les poids lourds de la future administration Bush avaient esquissé dans le cadre du *Project for the New American Century*<sup>(2)</sup>. Mieux, les guerres qui ont résulté des attentats étaient souhaitées, voire préparées, bien avant l'événement, comme le souligne Paul Lannoye dans son article. Mais de là à penser que ces mêmes dirigeants auraient laissé faire, favorisé, voire en partie organisé ce crime spectaculaire, il y a un pas douloureux, qu'il convient de bien considérer avant d'éventuellement se décider à le franchir.

En effet, les implications d'un tel scénario seraient tellement vertigineuses qu'elles incitent certains, consciemment ou non, à refuser tout net de simplement l'envisager. Sans tirer de conclusions hâtives, il est utile de soupeser les implications possibles

et de les évaluer, tel le scientifique qui formule des hypothèses, valide celles qui se vérifient et invalide les autres pour construire un modèle théorique.

Si vraiment une partie du pouvoir états-unien a trempé dans cette abomination, tous les beaux discours sur l'exportation de la démocratie et la lutte contre les dictateurs seraient réduits à des bobards à géométrie variable qui cachent mal une soif de pétrole et de domination géopolitique. Mais ça, on commençait à s'en douter, même sans l'éclairage du 11-Septembre.

Par contre, cela pourrait en outre signifier que les États-Unis ont besoin d'ennemis pour perpétuer leur domination et justifier le modèle qui la sous-tend, et que partagent leurs nombreux alliés, en particulier au sein de l'OTAN. Cela impliquerait également que la démocratie telle que nous la connaissons est profondément viciée, et qu'un théâtre qui joue avec nos vies serait mis en scène par des intérêts hors de tout contrôle. Ultimement, cela signifierait que ceux vers lesquels nous nous tournons instinctivement pour notre sécurité en cas de détresse, nos dirigeants, peuvent être nos ennemis.

Au vu de la douloureuse ampleur de ces implications, il est vital d'en avoir le cœur net : s'il y a le moindre doute, il faut remuer ciel et terre pour établir la vérité. Et malheureusement, les doutes sont légion. D'une part, il y a de nombreux précédents d'opérations sous fausse bannière ou inside jobs, comme l'explique dans ce dossier l'historien suisse Daniele Ganser, y compris et en particulier de la part des puissances démocratiques. Il y a aussi de nombreuses incohérences factuelles ou zones d'ombre qui subsistent dans la version officielle des attentats, de l'aveu même de certains de ses défenseurs. Enfin, le doute est fondé aussi au vu de l'attitude du pouvoir états-unien, à qui les familles des victimes et l'opinion publique ont dû forcer la main pour obtenir une enquête tardive, et dont le résultat est à tout le moins indigent, comme l'ont reconnu par la suite une majorité de membres de la Commission d'enquête officielle.

Quand bien même le doute serait infondé, il est devenu une réalité qui atteint une partie substantielle de l'opinion mondiale et des nations démocratiques. Or la confiance qu'accordent les peuples aux dirigeants qu'ils élisent est par définition la base même d'une démocratie saine. Cette confiance est actuellement gravement mise à mal par toute une série d'événements récents qui font douter les peuples de la teneur démocratique des pays occidentaux : mensonges avérés sur les mobiles de la guerre en Irak et des suivantes, sauvetages ruineux des banques en crise au détriment des dispositifs sociaux les plus élémentaires, remise en cause des principes même du fonctionnement de la démocratie dans son berceau grec – et demain peut-être au-delà – par la délégation de la prise de décisions cruciales à des instances non élues, et la liste ne s'arrête pas là. Dans le monde actuel, les raisons de se défier des gouvernements démocratiques ne manquent pas. A ce titre, il serait vital que ceux-ci commencent à prendre en compte l'existence et l'ampleur de cette défiance, et à donner au moins l'impression d'une volonté de l'entendre et de la réduire par des gages de bonne foi. Or, notamment dans le cas du 11-Septembre, c'est au contraire que l'on assiste. Le doute légitime est systématiquement décrédibilisé, voire ridiculisé, et plus largement, la



Illustration: Fabienne Loofts

résistance aux divers reculs démocratiques est criminalisée dans une mesure croissante. Notons que le 11-Septembre a signé le déclin du mouvement altermondialiste et a fait reculer les libertés individuelles dans le monde 'libre'. Si l'on ne s'étonne même plus d'apprendre que la NSA états-unienne est à la Stasi est-allemande ce que le TGV est à la bicyclette, c'est que la situation est grave.

Grave, mais pas désespérée. La défiance croissante est aussi un signe de réveil, d'une prise de responsabilité de la part des opinions qui demandent désormais des comptes aux pouvoirs, qui leur en doivent. Les sceptiques du 11-Septembre, souvent qualifiés de 'conspirationnistes', ne sont pas les ennemis de la démocratie que certains voudraient faire d'eux. Bon nombre d'entre eux ne demandent qu'à croire que les États-Unis ont été surpris par une attaque sur leur sol, et au-delà, que la démocratie telle que nous la connaissons peut encore être sauvée. Simplement, devant la gravité de l'événement et de ses implications, ils demandent que leurs questions soient entendues, et qu'on leur fournisse des preuves solides qui soient de nature à lever le moindre doute. En regard d'un crime qui a fait reculer la paix dans le monde, les libertés démocratiques, et les perspectives de développement autonome de toute une série de pays, leur revendication ne paraît pas extravagante.

Olivier Taymans, coordinateur du dossier

(1) Voir par exemple : « How rocket scientists got into the hearts-and-minds game », US News, 17/04/2005, <http://www.usnews.com/usnews/news/articles/050425/25roots.b1.htm>; et « Pentagon plans propaganda war », BBC News, 20/02/2002, <http://news.bbc.co.uk/2/hi/americas/1830500.stm>.

(2) Ce think tank républicain a notamment publié, en septembre 2000, un document intitulé *Rebuilding America's Defenses*, qui appelait de ses vœux, entre autres, un renforcement massif de la présence militaire états-unienne au Moyen Orient, tout en reconnaissant que « ce processus de transformation [...] sera sans doute long en l'absence d'un événement catastrophique et catalyseur – comme un nouveau Pearl Harbor ». Voir : <http://www.newamericancentury.org>.

# 21 RAISONS DE REMETTRE EN QUESTION LA VERSION OFFICIELLE SUR LE 11 SEPTEMBRE

David Ray Griffin

La version officielle des attentats du 11 septembre 2001, telle que produite notamment par la Commission d'enquête bipartisane, est truffée d'erreurs factuelles, d'omissions et de contradictions logiques. David Ray Griffin dresse ici une liste non exhaustive et très succincte de points qui font consensus parmi ceux qui contestent le récit officiel de ces attentats.

3. Plusieurs personnes ont déclaré avoir reçu des appels GSM de la part de proches ou de membres de l'équipage des avions, lors desquels ils s'entendaient dire que des pirates de l'air moyen-orientaux avaient pris le contrôle des avions. L'une de ces personnes, Deena Burnett, était certaine que son mari, Tom Burnett, l'avait appelée plusieurs fois sur son téléphone portable, car elle avait reconnu son numéro sur l'écran de son téléphone. Cependant, les appels qu'a reçus Deena Burnett ont été effectués alors que le vol de son mari – United Airlines 93 – était à plus de 9 000 mètres d'altitude, et il s'est avéré qu'avec la technologie de l'époque, les ap-

dite par la suite par le même rapport du FBI, qui dit que le seul appel tenté par Barbara Olson s'était soldé par un « échec », et qu'il avait par conséquent duré « 0 seconde ». Le FBI n'a pourtant jamais expliqué pourquoi l'ancien adjoint du Ministre de la Justice avait affirmé qu'il avait eu deux conversations avec sa femme, qui auraient duré chacune plus d'une minute, pendant qu'elle était à bord du vol AA77.

5. Il a été avancé que des preuves cruciales de la culpabilité d'Al-Qaïda dans les attentats ont été trouvées dans les bagages de Mohammed Atta, qui aurait piloté le vol AA11 après l'avoir détourné avec d'autres membres d'Al-Qaïda. Ces bagages auraient été trouvés dans l'aéroport Logan à Boston. Ses bagages s'y seraient trouvés parce qu'il s'était rendu le 10 septembre à Portland, dans le Maine, à bord d'une voiture de location, avant de prendre un vol régional très tôt le matin du 11 pour revenir de Portland à Boston, afin d'y prendre le vol AA11. On a expliqué à l'opinion publique qu'il était arrivé à temps pour embarquer sur le vol AA11, mais que ses bagages n'avaient pas été chargés dans la soute de l'avion.

Cependant, cette version n'est apparue qu'après l'effondrement de la version initiale du FBI, selon laquelle (a) les preuves de la culpabilité d'Al-Qaïda avaient été trouvées dans une Mitsubishi laissée par Atta sur le parking de l'aéroport Logan, alors que (b) le voyage vers Portland avait été effectué par Adnan et Amir Bukhari. Mais le FBI a appris ensuite qu'aucun des deux Bukhari ne pouvait avoir trouvé la mort dans le vol AA11, car l'un d'entre eux était décédé un an auparavant, et que l'autre était toujours vivant. Après avoir appris cela, le FBI a tout simplement changé de version, déclarant que le voyage vers Portland avait été effectué non pas par les Bukhari, mais par Atta et un autre membre d'Al-Qaïda.

6. Les autres types de preuves supposées concernant les pirates de l'air musulmans – dont des vidéos de membres d'Al-Qaïda dans des aéroports, des passeports retrouvés sur les lieux des crashes, et un bandana découvert sur les lieux du crash du vol United 93 – présentent elles aussi des traces évidentes de manipulation.

7. En plus du manque de preuves de la présence de pirates de l'air dans les avions, il existe également des preuves de leur absence: si des pirates de l'air s'étaient introduits de force dans les postes de pilotage, les pilotes auraient actionné le code universel de détournement, ce qui ne prend que quelques secondes. Mais aucun des huit pilotes des quatre avions ne l'a fait.

8. Étant donné les procédures standard entre la FAA et l'armée, en vertu desquelles des avions qui présentent des signes d'une urgence à bord sont normalement interceptés dans les 10 minutes, le fait que l'armée n'ait réussi à intercepter aucun de ces vols – même après 15, voire 30 minutes – suggère que quelque chose, comme par exemple un ordre de non-intervention, a empêché les procédures standard d'être exécutées.

9. Norman Mineta, le ministre des Transports, se trouvait au Centre opérationnel d'urgence présidentiel (*Presidential Emergency Operations Center* ou PEOC), situé sous la Maison-Blanche, en compagnie du vice-président Dick Cheney. Mineta a rapporté une conversation entre Cheney et un « jeune



Illustration: Aurère Dupuy

1. Bien que le récit officiel sur le 11-Septembre affirme qu'Oussama ben Laden a commandité les attentats, le FBI n'a jamais repris le 11-Septembre parmi les actes terroristes pour lesquels celui-ci était recherché. De plus, un porte-parole du FBI a reconnu que celui-ci ne disposait « d'aucune preuve irréfutable reliant ben Laden au 11-Septembre ».

2. Bien que la version officielle affirme que les quatre avions de ligne ont été détournés par de fervents musulmans, prêts à mourir en martyrs pour obtenir une récompense céleste, Mohammed Atta et les autres pirates de l'air présumés buvaient régulièrement de fortes quantités d'alcool, visitaient des clubs de strip-tease et fréquentaient des prostituées.

pels GSM à partir d'avions de ligne à haute altitude n'étaient pas possibles. Lorsque le FBI a présenté un rapport sur les appels téléphoniques à partir des avions, au procès de Zacarias Moussaoui en 2006, il avait changé de version et déclarait désormais qu'il n'y avait eu que deux appels GSM en provenance des avions, tous deux à partir du vol United 93, après qu'il fût descendu à environ 1 500 mètres. Cependant, le FBI n'a pas expliqué comment Tom Burnett aurait pu appeler sa femme alors qu'il se trouvait à plus de 9 000 mètres.

4. Ted Olson, adjoint du ministre de la Justice, a affirmé que sa femme, Barbara Olson, lui avait téléphoné deux fois depuis le vol American Airlines 77, disant que des pirates de l'air en avaient pris le contrôle. Cependant, cette affirmation a été contre-

homme » qui est entré à plusieurs reprises dans le PEOC pour faire son rapport au sujet d'un avion qui était visiblement en approche sur Washington. Finalement, vers 9h25, le jeune homme demanda si les ordres « tenaient toujours ». Cette conversation se serait déroulée environ 15 minutes avant le crash sur le Pentagone, par conséquent les ordres de Cheney étaient apparemment de ne pas intercepter un avion qui s'approcherait du Pentagone.

De plus, un témoin qui était à l'aéroport de Los Angeles, où il avait précédemment installé des équipements de sécurité, a déclaré avoir entendu des membres de la sécurité de l'aéroport apprendre qu'un ordre de non-intervention avait été émis par « les plus hauts niveaux de la Maison-Blanche », à savoir Cheney, puisque Bush était en Floride.

10. La Commission sur le 11-Septembre n'a pas mentionné le témoignage de Mineta, l'a retiré du catalogue vidéo de ses auditions, et a affirmé que Cheney n'était entré dans le PEOC que peu avant 10h00. C'est donc au moins 40 minutes plus tard que le moment où il était présent selon Mineta et plusieurs autres témoins, dont le photographe de Cheney.

11. L'emploi du temps de Cheney durant la matinée du 11-Septembre, reconstitué par la Commission, contredit en outre les déclarations faites par Cheney lui-même à Tim Russert lors de l'émission « Meet the Press » le 16 septembre, cinq jours seulement après le 11-Septembre. Lors de cette interview, Cheney a déclaré qu'il était dans le PEOC avant que le Pentagone soit touché.

12. Hani Hanjour, qui était connu pour être un pilote lamentable, même pas capable de voler convenablement avec un monomoteur, ne peut pas avoir exécuté l'étonnante trajectoire qu'aurait prise le vol AA77 pour aller frapper l'Aile 1 du Pentagone entre le rez-de-chaussée et le premier étage.

13. L'Aile 1 était la partie du Pentagone la moins susceptible d'être visée par des terroristes étrangers. Premièrement, elle se situait aux antipodes des bureaux de Rumsfeld et des hauts gradés, que des terroristes musulmans auraient sans doute souhaité tuer. Deuxièmement, c'était la seule partie du Pentagone à avoir été renforcée; de plus, la reconstruction n'était pas terminée, et il y avait donc relativement peu de monde sur les lieux. Troisièmement, c'était la seule partie du Pentagone qui présentait des obstacles pour l'approche d'un avion. Par conséquent, chaque élément de la version officielle de la frappe sur le Pentagone, selon laquelle des

membres d'Al-Qaïda auraient précipité le vol AA77 sur le Pentagone, est peu plausible.

14. Selon des représentants du Pentagone, le Pentagone n'a vait pas été évacué parce qu'il était impossible de savoir qu'un avion s'en approchait. Pourtant, un avion militaire E-4B (l'appareil de communication, commandement et contrôle le plus sophistiqué de l'Air Force) était à ce moment-là en vol au-dessus de la Maison-Blanche, d'où son équipage pouvait facilement voir tout avion qui se serait approché du Pentagone. Ajoutons que, malgré qu'il ne puisse y avoir de doute sur l'identité de cet avion, qui a été filmé par CNN et d'autres chaînes, l'armée

15. Après avoir appris qu'un second immeuble du World Trade Center avait été attaqué (ce qui aurait signifié que les terroristes visaient des cibles de grande valeur) et que d'autres avions encore avaient été détournés, le Secret Service a permis au président Bush de rester encore une demi-heure dans l'école qu'il visitait en Floride. Ce faisant, le Secret Service révélait sa connaissance préalable du fait que Bush ne serait pas visé. Si les attentats contre le World Trade Center avaient réellement été une surprise, les agents – craignant qu'un avion détourné puisse plonger sur l'école – auraient emmené Bush de toute urgence.

De plus, à l'occasion du premier anniversaire du 11-Septembre, la Maison-Blanche a lancé une nouvelle version, selon laquelle Bush, plutôt que d'être resté dans la classe pendant plusieurs minutes après que son chef de cabinet Andrew Card soit venu lui chuchoter à l'oreille qu'un second immeuble du WTC avait été frappé, s'était immédiatement levé et avait quitté la pièce. Ce mensonge a été répercuté dans les principaux journaux et sur les chaînes de télévision MSNBC et ABC.

16. Étant donné que les Tours jumelles et le WTC7 [un troisième immeuble du complexe WTC, qui s'est effondré sans avoir été touché par un avion, ndlr] étaient structurés des caves au sommet par des

18. Peu après le 11-Septembre, des membres du corps des pompiers de New York ont livré des récits oraux de la façon dont ils avaient vécu cette journée. Environ 25% d'entre eux ont déclaré avoir assisté à des explosions dans les Tours jumelles. De même, des responsables municipaux, des employés du WTC et des journalistes ont fait état d'explosions dans les tours jumelles ainsi que dans le WTC7. Ces témoignages apportent des preuves supplémentaires du fait que les immeubles du WTC n'ont pas pu s'effondrer à cause des incendies sans

être aidés par des explosifs.

19. Le jour du 11-Septembre, Rudy Giuliani, maire de New York, a déclaré à Peter Jennings d'ABC News: « Nous avons établi notre QG au 75 Barclay Street (...) et nous étions en train de travailler de là lorsqu'on nous a annoncé que le World Trade Center allait s'effondrer. Et elle (la Tour Sud) s'est effondrée avant même que nous puissions sortir de l'immeuble. » Pourtant, il n'y avait aucune base objective pour s'attendre à ce que les tours s'effondrent; même la Commission sur le 11-Septembre a reconnu qu'aucun des chefs des pompiers ne s'attendait à ce que les tours s'écroulent. Les récits oraux des pompiers de New York révèlent que l'information selon laquelle les tours allaient s'effondrer émanait de l'Office of Emergency Management, qui était le propre bureau de Giuliani. Comment les membres de l'équipe de Giuliani auraient-ils pu savoir que les tours allaient s'effondrer, à moins qu'ils aient su que les immeubles avaient été piégés à l'explosif?

20. Un ancien employé du National Institute of Standards and Technology (NIST), qui a produit les rapports officiels sur les Tours jumelles et le WTC7, a déclaré que le NIST avait été « complètement détourné du domaine scientifique au profit du politique », de sorte que ses scientifiques en étaient réduits au rôle de « mercenaires ». De plus, la Commission sur le 11-Septembre, qui a accepté l'affirmation selon laquelle les immeubles se sont effondrés à cause des incendies, n'a jamais été indépendante, puisqu'elle était dirigée par Philip Zelikow, qui était en réalité un membre de la Maison-Blanche de Bush.

21. La version officielle au sujet du 11-Septembre est actuellement rejetée par un nombre constamment croissant de physiciens, de chimistes, d'architectes, d'ingénieurs, de pilotes, d'anciens officiers de l'armée et de membres des services de renseignement.

#### David Ray Griffin

Professeur émérite de la Claremont School of Theology et de la Claremont Graduate University (Los Angeles, Californie). Il a publié 41 livres, dont dix au sujet du 11-Septembre (quatre traduits en français aux Éditions Demi Lune). Son dernier livre s'intitule « Un autre regard sur le 11-Septembre – 10 ans après. Le Nouveau Pearl Harbor 2 » (Éditions Demi Lune, coll. Résistances, 2011). Tous les points mentionnés dans cet article, et bien d'autres encore, y sont développés plus en détail.

## LA GUERRE SANS FIN CONTRE LE TERRORISME

Paul Lannoye

Le 9 juin dernier, Edward Snowden, ancien employé des services de renseignements des États-Unis, reconnaissait être à l'origine des révélations sur le programme secret de surveillance de la NSA (Agence de sécurité des États-Unis). Documents officiels à l'appui, il a démontré que la NSA dispose, grâce à la technologie digitale, du pouvoir de surveillance de tous dans le monde. Le programme PRISM lui permet d'accéder aux données des internautes, où qu'ils se trouvent, grâce à la complicité des fournisseurs (Google, Facebook, Microsoft, Apple, Yahoo,...) qui relayent ces données à la NSA. Tout citoyen du monde étant un terroriste en puissance, l'administration Obama considère comme légitime cette intrusion systématique dans la vie privée non seulement des citoyens américains mais aussi de celle de tous les terriens, pourvu qu'ils soient connectés.

Les responsables politiques européens ont feint de s'offusquer pendant quelques heures; eux qui proclament leur amitié et leur fidélité sans faille à leur puissant allié peuvent difficilement reconnaître publiquement être l'objet d'un programme de surveillance active par ce même allié. Naïveté, hypocrisie, ou ... dissonance cognitive? Probablement un peu de tout cela. A l'heure du tout numérique et alors que les Américains ont fourni au monde entier les infrastructures de communication, il est logique d'admettre qu'ils en ont le contrôle de fait.

### L'EFFONDREMENT DE L'ESPRIT CRITIQUE

La paranoïa entretenue depuis le 11 septembre 2001 à propos du risque terroriste sur le territoire américain laisse penser que le pouvoir US s'autorise

« La vision apocalyptique de l'effondrement des tours jumelles à New York a frappé les esprits et créé un sentiment d'insécurité annihilant l'esprit critique du plus grand nombre et des responsables politiques en particulier, et justifiant a priori toute initiative visant à éliminer un terroriste potentiel, au mépris des libertés individuelles, du respect de la vie privée et du droit international »

à utiliser tous les moyens à sa disposition pour contrer toute menace potentielle d'où qu'elle vienne. Le respect de la vie privée n'est pas le souci premier des services secrets, a fortiori quand ils sont légitimés par les pouvoirs en place. Les responsables européens le savent et leurs propres services secrets, avec des moyens certes moindres, sont loin d'être irréprochables à cet égard. Mais ce qu'ils savent par-dessus tout c'est que, depuis douze ans, les États-Unis sont en guerre permanente. La guerre contre le terrorisme déclarée solennellement par George Bush au lendemain du drame du 11 septembre a reçu l'assentiment explicite de ses alliés de l'OTAN; j'entends encore Guy Verhofstadt, premier ministre belge à l'époque et, à ce titre, en charge de la présidence du Conseil européen, lancer avec chaleur et conviction au parlement européen: « Aujourd'hui, nous sommes tous Américains! ». Depuis 12 ans, les Européens ont avalisé ou, à tout le moins, accepté sans grande réticence les initiatives les plus critiquables de leur puissant allié. Mieux, ils se sont clairement alignés sur les États-Unis en adoptant des mesures anti-terroristes inspirées par eux.

La vision apocalyptique de l'effondrement des tours jumelles à New York a frappé les esprits et créé un sentiment d'insécurité annihilant l'esprit critique du plus grand nombre et des responsables politiques en particulier, et justifiant a priori toute initiative visant à éliminer un terroriste potentiel, au mépris des libertés individuelles, du respect de la vie privée et du droit international. C'est ainsi qu'au nom d'une conception étrangement élargie de la légitime défense, les bombardements d'Afghanistan en automne 2001 ont été validés par le Conseil de Sécurité des Nations-Unies, l'Afghanistan étant présumé être la base d'opération d'Al-Qaïda. C'est au nom de la guerre contre le terrorisme que l'Union européenne a adopté en 2002, dans la précipitation et de manière fort peu démocratique, une législation attentatoire aux libertés individuelles (décision-cadre 2002/475/JAI), laquelle a conduit à des violations flagrantes des droits fondamentaux. Le Conseil des ministres européens de la justice a même durci cette législation en novembre 2008 (décision 2008/919/JAI): la « provocation au terrorisme », concept particulièrement flou, s'est ajoutée aux types d'incrimination initialement retenus. Aux États-Unis, c'est le 26 octobre 2001 que la loi anti-terroriste « Patriot Act » a été promulguée, dans le contexte de peur provoqué par les attentats du mois de septembre. Cette loi porte le nom complet « Uniting and strengthening America by providing appropriate tools required to intercept and obstruct terrorism » (soit « Unir et renforcer l'Amérique en fournissant les outils appropriés pour intercepter le terrorisme et y faire obstacle »).

### TERRORISME D'ÉTAT

Ces outils appropriés ce sont notamment les drones armés télécommandés utilisés pour les assassinats ciblés de présumés terroristes à l'initiative de la CIA. Ces assassinats ciblés ont eu lieu en Afghanistan, mais aussi au Pakistan, au Yémen et en Somalie. Ils ont fait, rien qu'au Pakistan, des centaines de victimes chaque année depuis 2008, le pic ayant été atteint en 2010 avec 849 morts pour 122 frappes, soit plus de 7 morts par frappe dite ciblée. Le prix Nobel de la paix, Barack Obama, a annoncé le 23 mai 2013 son intention d'encadrer strictement l'utilisation des drones; les cibles devront dorénavant avoir été considérées comme une menace imminente et continue contre les États-Unis! Sur la compatibilité de l'usage de telles armes avec le droit international et les dommages collatéraux qu'ils provoquent dans des pays « amis », rien n'est dit. Le silence des Européens à propos de ce terrorisme d'État est assourdissant. Comme autres outils appropriés, on se doit également de citer les enlèvements de suspects, présumés talibans ou membres d'Al-Qaïda, et enfermés à Guantanamo. Ces prisonniers sont dans un no man's land juridique, privés de tous leurs droits. Ici, la complicité de plusieurs États membres de l'Union européenne est avérée.

En fait, depuis 12 ans, au nom de la guerre contre le terrorisme, on a assisté à une régression manifeste des garanties d'exercice des droits et libertés dans de nombreuses législations nationales et en particulier en Europe. On a vu aussi se multiplier les violations du droit international de la part des États-Unis, violations de plus en plus banalisées. Ce qui légitime cette guerre et cette dérive du droit, c'est le sentiment d'insécurité né de la vision de l'effondrement des tours doublé de celui de l'impuissance des autorités US face aux agissements d'un groupe terroriste. Ce groupe terroriste est si bien organisé et animé d'une volonté de nuire telle qu'il a réussi à déjouer la surveillance des services secrets et les plans de sauvegarde des autorités militaires de la plus grande puissance au monde. C'est, à tout le moins, la version officielle de ces événements du 11 septembre 2001; cette version est acceptée comme un fait avéré dans le monde entier et, en tout cas, dans une Union européenne pétrifiée et vassalisée.

« Les invraisemblances du scénario officiel sont nombreuses et, ce qui est pire, les questions dérangeantes posées, aux États-Unis mêmes, par des associations et des personnalités non alignées restent à ce jour toujours sans réponse »



## LES FAIBLESSES DE LA VERSION OFFICIELLE

En Europe, quiconque s'est autorisé à mettre en doute cette version a été aussitôt conspué, brocardé, et traité de conspirationniste. Pourtant, les invraisemblances du scénario officiel sont nombreuses et, ce qui est pire, les questions dérangeantes posées, aux États-Unis mêmes, par des associations et des personnalités non alignées restent à ce jour toujours sans réponse. La Commission d'enquête officielle mise en place pour faire la lumière sur les événements a rendu public son rapport le 22 juillet 2004. Les diverses initiatives de citoyens états-uniens qui ont analysé le contenu de ce rapport ont toutes conclu à sa non-validité, la plupart des questions essentielles (pour ne pas dire la totalité) n'ayant reçu aucune réponse sérieuse ou n'ayant même pas été examinées. Parmi ces questions, quelques-unes méritent à mon avis d'être mises en exergue :

Pourquoi les procédures normales en vigueur en cas de détournement d'avions de ligne n'ont-elles pas été suivies le 11 septembre 2001 ?

Pourquoi les batteries anti-missiles et les défenses anti-aériennes déployées autour du Pentagone n'ont-elles pas été activées pendant l'attaque ?

Pourquoi les autorités, aussi bien aux États-Unis qu'à l'étranger, n'ont-elles pas publié les résultats des multiples enquêtes sur les transactions commerciales qui suggèrent fortement une connaissance anticipée des détails spécifiques des attaques du 11 septembre 2001, transactions qui ont entraîné des millions de dollars de bénéfices ?

Comment la CIA et le FBI ont-ils été capables de fournir les noms et les photos des pirates de l'air présumés en quelques heures et en outre de visiter les maisons, restaurants et écoles de pilotage dont on savait qu'ils les fréquentaient ?

Pour ma part, dès le 11 septembre 2001, j'ai eu du mal à croire à la version officielle. Au fil du temps, ma conviction s'est renforcée de son invraisemblance. Après le déclenchement de la guerre en Irak en 2003, interpellé par quelques publications majeures à ce sujet, j'ai tenté d'initier un débat contradictoire au parlement européen. En vain. C'est en dépit de tracasseries politico-administratives particulièrement dissuasives que j'ai pu organiser l'audition publique de deux personnalités non alignées, le professeur Michel Chossudovsky de l'Université d'Ottawa et l'ancien ministre allemand Andreas von Bülow. Les retombées de ces deux auditions ont été minimes et j'avoue avoir été incapable de leur assurer une répercussion suffisante dans les médias européens, lesquels ont pratiqué et pratiquent toujours une autocensure très efficace.

A ce jour, il est devenu difficile de contester un certain nombre de faits dérangeants et de réfuter les arguments qui plaident pour la complicité, au moins sous forme de passivité volontaire, de hauts responsables politiques des États-Unis dans la survenue des attentats du 11 septembre 2001. Il est largement documenté que la guerre contre les Talibans en Afghanistan était planifiée par le gouvernement et l'armée des États-Unis bien avant le 11 septembre 2001. Dans le même registre, la guerre contre l'Irak de 2003 était elle aussi planifiée de longue date et n'a été justifiée que par des déclarations mensongères du gouvernement des États-Unis relatives à la prétendue détention d'armes de destruction massive par le régime de Saddam Hussein. La guerre contre le terrorisme apparaît ainsi de plus en plus clairement dans toute sa laideur : elle est avant tout une guerre contre la démocratie et pour la maîtrise de l'accès aux ressources rares.

**Paul Lannoye**

Ancien président du groupe des Verts au Parlement européen, Animateur du GRAPPE (Groupe de Réflexion et d'Action pour une Politique écologique)

# LA CYBER-CONTESTATION FACE À L'AVERSION DES MÉDIAS

Olivier Taymans

Si le doute sur la nature exacte des attentats du 11-Septembre s'est installé rapidement dans l'opinion publique, il a mis du temps à se structurer et à faire tache d'huile. D'autant plus que les médias, débordés à la fois par l'émergence de cette remise en question et par la démocratisation (sans mauvais jeu de mots) de l'internet qui la propageait, ont déployé tous les stratagèmes possibles pour tenter d'endiguer l'hémorragie du sens.

Le 11 septembre 2001, malgré le choc (presque) planétaire causé par les attentats, une petite minorité de téléspectateurs se pose d'emblée des questions dérangeantes. Soit parce que leur expertise scientifique les amène à comprendre que tout n'a pas été dit, comme ce spécialiste des démolitions contrôlées qui affirme dès le lendemain, dans un quotidien du Nouveau-Mexique, que les tours de Manhattan étaient piégées de haut en bas. Il se rétractera quelques jours plus tard, tant son propos s'avère inaudible. Soit que, rompus aux opérations secrètes d'un Empire passé maître dans la stratégie du choc, on ne la leur fait plus : si la première puissance militaire au monde, dont la suprématie est écrasante, se fait attaquer sur son propre sol avec une telle efficacité, raisonnent-ils, c'est qu'elle a laissé faire, voire contribué à l'organisation de l'opération. Cependant, dans les jours et les semaines qui suivent, la psychose patriotique – et, à l'étranger, atlantiste – est si savamment entretenue par les autorités et leurs relais médiatiques, que toute parole potentiellement dissidente est étouffée dans l'œuf. Plusieurs journalistes, par exemple, perdent leur emploi pour avoir osé critiquer l'attitude du président Bush le jour des attentats, tandis que divers artistes qui adoptent un ton trop acerbe sont victimes d'annulations de spectacles ou d'interdictions de passage radio. Les nostalgiques du maccarthysme ronronnent d'aise, et le monde entier semble américain.

Ce n'est que six mois plus tard qu'émergera, en France, la première contestation construite et médiatisée de ce qui devient, par conséquent, la 'version officielle' des attentats du 11-Septembre. Elle émane de Thierry Meyssan, un militant antifasciste et pro-laïcité, président du Réseau Voltaire, qui publie dans *L'effroyable imposture* un ensemble de thèses peu étayées : le Pentagone n'aurait pas été frappé par le vol AA175 (l'affirmation la plus commentée du livre), les Twin Towers et le WTC7 auraient été détruits par des explosifs, la Maison-Blanche aurait également été touchée par un attentat, et surtout, l'opération aurait été organisée par un gouvernement de l'ombre qui aurait mis Bush sous pression pour céder à ses revendications, qui visaient notamment la conquête du Moyen-Orient. En l'absence d'éléments probants, les médias ont beau jeu de laminer Meyssan comme un odieux conspirationniste, et de condamner au passage toute parole, actuelle ou future, qui remettrait en question la version officielle des attentats. Bien malgré lui, en

ouvrant la boîte de Pandore, Thierry Meyssan a fait en sorte qu'elle soit violemment refermée, et pour longtemps.

## NAISSANCE D'UN MOUVEMENT

Au fil des années qui suivent, divers films apparaissent sur le net pour contester la version officielle. L'inévitable documentaire « *Loose Change* », décliné en plusieurs versions successives, visionné au total plus de 100 millions de fois, constitue pour de nombreux internautes la porte d'entrée dans le doute au sujet des attentats. D'autres films se concentrent plus particulièrement sur la démolition des tours ou sur la lutte des familles des victimes pour obtenir des réponses à leurs nombreuses questions. Le seul autre canal d'expression qui semble encore fonctionner librement est le monde de l'édition indépendante, les livres présentant l'avantage de permettre un examen des faits et/ou des analyses beaucoup plus fouillés. Plusieurs auteurs, comme David Ray Griffin, Webster Griffin Tarpley, Nafeez Mossadeq Ahmed et, dans une certaine mesure, Peter Dale Scott, s'engouffrent dans la brèche. Au fur et à mesure émerge de ces efforts disparates, et parfois très contradictoires, un véritable mouvement, communément appelé le Mouvement pour la Vérité sur le 11-Septembre.

En quelques années, ce mouvement verra naître en son sein des associations de professionnels issus des nombreuses disciplines concernées par la contestation de la version officielle des événements du 11-Septembre. En effet, une critique facile et souvent justifiée qui était initialement adressée à ceux qui émettaient des doutes, tenait au fait que de nombreux experts s'étaient penchés sur les faits et avaient produit plusieurs rapports, dont celui de la Commission officielle d'enquête sur les attentats. Les contestataires, pour leur part, puisaient souvent sur Google leurs maigres connaissances dans les domaines scientifiques concernés. C'est ainsi que sont nées des associations de professionnels chevronnés issus du monde de l'architecture, du génie civil, de l'aviation (civile et militaire), des pompiers, etc. Chacune de ces associations, forte de son expertise, a produit des rapports contestant les conclusions officielles dans son domaine de compétence. Le développement le plus récent du mouvement est le 9/11 Consensus Panel, un comité des spécialistes les plus reconnus de la contestation du récit officiel des attentats du 11-Septembre, qui s'emploie à dégager des points de consensus incontestés parmi la masse parfois contradictoire de faits et d'analyses avancés par les contestataires depuis le début du mouvement. A noter que si on reproche parfois à ces experts et auteurs de s'engager dans ce combat pour la gloire ou l'argent, c'est bien au contraire à de graves ennuis qu'ils s'exposent. Ainsi, le physicien Steven Jones a été écarté du poste d'enseignement qu'il occupait à la Brigham Young University, qui a tenu à se démarquer des positions de Jones sur le 11-Septembre.

Si le doute sur les attentats circule librement sur internet et dans certains livres, la situation est toute différente en ce qui concerne les médias, relais classique vers l'opinion publique. En 2002,

au moment de la publication du premier livre de Thierry Meyssan sur le sujet, ils s'en étaient donné à cœur joie en tirant à boulets rouges sur l'impudent contestataire. Par contre, les années qui ont suivi ont plutôt été caractérisées par l'ostracisme. Le compte de Meyssan, et par extension de toute contestation, était réglé, alors à quoi bon revenir sur cette affaire? Lors des obligatoires commémorations annuelles, on ne parlait donc que de l'émotion qui entourait l'événement ou des conséquences des attentats. Mais de la contestation croissante en toile de fond, pas un mot...

### L'AVANT-GARDE PIPÔLE

... Jusqu'à ce que cette position devienne intenable. En effet, pendant que les médias regardaient ailleurs, le mouvement pour la vérité s'était structuré et professionnalisé, et ses arguments touchaient un nombre de gens croissant, qui commençait à déborder des fils de la Toile. Que des experts et professionnels en tous genres contestent de manière radicale les conclusions de l'enquête, ça ne mérite pas un sujet au JT ou un entrefilet dans le journal. Par contre, quand ce sont des célébrités comme Marion Cotillard, Jean-Marie Bigard ou Mathieu Kassovitz – ou aux États-Unis, les acteurs Charlie Sheen et Woody Harrelson ou le chanteur country Willie Nelson – les médias sont au garde-à-vous: comme ils carburent aux people, ils sont obligés de relayer, mais en prenant bien soin de ne surtout pas avoir l'air de cautionner. On assiste alors à des moments d'anthologie du journalisme militant, tendance brailard, sourd et aveugle. Bigard et Kassovitz, invités à un débat télévisé « sérieux » sur le sujet, acceptent d'y participer à condition d'être accompagnés de deux experts plus rompus qu'eux aux subtilités du 11-Septembre. Ils n'apprennent qu'en dernière minute qu'ils seront finalement seuls face aux 'contre-experts' alignés par France2, histoire « d'éviter la bataille d'experts », selon l'animateur Guillaume Durand – alors que c'était précisément ce qui était attendu et espéré par une bonne partie des téléspectateurs. Du coup, le 'débat' entre les deux artistes et leurs contradicteurs, fort mal renseignés, tournera logiquement – et délibérément? – au dialogue de sourds. Mention spéciale aussi pour Franz-Olivier Giesbert, pour sa citation de Voltaire, face au journaliste Éric Raynaud, invité dans son émission pour

son livre de compilation des nombreux éléments à charge contre la version officielle. Après lui avoir coupé la parole pendant un quart d'heure à coups de boutades, avec l'aide de son collègue Mohamed Sifaoui, et sans avoir écouté le moindre argument, Giesbert eut le culot de lancer à Raynaud: « *Je ne suis pas du tout d'accord avec ce que vous dites, mais je me battraï jusqu'au bout pour que vous ayez le droit de le dire.* » On a vu aussi sur Arte, chaîne pourtant réputée sérieuse, une soirée Théma consacrée à assimiler contestation de la version gouvernementale du 11-Septembre, opposition à la guerre en Irak et antisémitisme et néonazisme. Sauf qu'à y regarder de plus près, le réalisateur des deux documentaires diffusés, une bonne partie des intervenants dans ces deux films, ainsi que les auteurs d'un livre recommandé en fin d'émission étaient tous membres d'un même think tank atlantiste, le Cercle de l'Oratoire, qui milite comme par hasard pour l'acceptation de la guerre en Irak par l'opinion française. La palme de la finesse, enfin, revient à Philippe Val, qui dans une chronique sur FranceInter – dont il est aujourd'hui le directeur – se lamentait en termes choisis sur le fait que près de 10% des Français, selon un sondage, étaient sensibles à la remise en question de la version officielle des attentats, « *ce qui, sauf leur respect, fait quand même un sacré paquet de sales cons* ».

### L'ÉPOUVANTAIL MITÉ DE L'ANTISÉMITISME

Outre ces subtils effets rhétoriques, on a pu assister surtout à des procédés journalistiques douteux mais éprouvés. Le truc de l'épouvantail consiste à assimiler l'adversaire à une catégorie repoussante au-delà de tout questionnement. Au début, après la descente en flammes de Thierry Meyssan, qui-conque se permettait de douter était encore gentiment traité d'adepte de Meyssan, de farfêlu ou de rigolo. Mais au fur et à mesure que l'insupportable doute faisait tache d'huile, le ton s'est durci, et on a vu entrer en scène une grosse ficelle qui avait fait ses preuves dans nombre d'autres débats: le chantage à l'antisémitisme. Puisque les sceptiques « niaient le 11-Septembre », ils étaient par conséquent négationnistes, donc révisionnistes et antisémites. D'ailleurs, ne disaient-ils pas que les Juifs travaillant dans les Twin Towers avaient été prévenus, et que le

Mossad était complice? L'anathème est aussi efficace qu'un colle-mouches, du moins dans la sphère médiatique.

Autre classique: le deux poids deux mesures. Lorsque l'animateur Thierry Ardisson donna la parole à Thierry Meyssan, lors de la sortie de son premier livre, propulsant le sujet à la une des médias, il ne fallut qu'un mois au CSA français pour, d'initiative, rappeler France2 à l'ordre afin que « *la vérité soit rétablie et que de tels dérapages ne se reproduisent pas* ». Plus récemment, Caroline Fourest, dans le premier épisode d'une série de 4 reportages consacrés aux « *Réseaux de l'extrême* » (!), a taillé un costard aux 'conspirationnistes' à coups d'amalgames, de stigmatisation, de contre-vérités et d'omissions. L'association ReOpen911, qui milite en France pour la réouverture de l'enquête, a envoyé en mars dernier au même CSA un dossier recensant tous les manquements patents à la déontologie journalistique de la part de Fourest. Cinq mois plus tard, la seule réaction du chien de garde des médias reste un silence embarrassé. De manière plus générale, les journalistes interpellés au sujet du 11-Septembre par des 'truthers' répondent souvent que le sujet est éculé et qu'il n'intéresse plus personne. Pourtant, il suffit qu'un nouveau fait relatif au 11-Septembre surgisse pour qu'il fasse la une pendant plusieurs jours... à condition qu'il ne remette en rien en cause la version gouvernementale, comme lorsqu'on a retrouvé, plusieurs années après l'événement, des fragments d'os humains sur le toit d'un immeuble voisin des Twin Towers.

### LA MENACE DE LA TOILE

En gros, presque tout le catalogue de la mauvaise foi dressé par Arthur Schopenhauer dans *L'art d'avoir toujours raison* se retrouve dans la couverture médiatique de la remise en question de la vérité officielle sur le 11-Septembre. C'est que les médias, qui traditionnellement ne brisent que les petits tabous, se sentent mis sur la sellette face à la montée d'internet comme source d'information, et que l'irruption d'un sujet qui suscite une telle polarisation leur permet de mesurer le terrain perdu dans la lutte pour le temps de cerveau disponible. Il est significatif de constater que tant la RTBF que



France2 et Arte ont chacune consacré, à côté de leurs efforts pour défendre la version officielle, et dans une même émission ou soirée thématique, des reportages à cette prétendue menace, enjoignant implicitement le spectateur à rester dans le giron sécurisant de la télévision plutôt que d'aller s'embarlificoter dans cette hasardeuse Toile. Ici encore, c'est Philippe Val, dans sa chronique déjà citée plus haut, qui exprimait avec le plus de poésie son aversion pour la propagation du doute: « *Internet est l'égout idéal où circule toute cette pourriture.* »

Face à une populace qui pense mal – comme lorsqu'elle vota en France contre le traité constitutionnel européen en 2005 – et qui s'informe sur internet, les médias s'érigent en dernier rempart de la bien-pensance et des certitudes confortables. Leur affinité avec les vérités officielles est donc naturelle. Il ne faudrait par conséquent pas imaginer dans la presse un grand complot, destiné à couvrir cet autre grand complot, à supposer qu'il ait eu lieu. Le fait qu'ils ne supportent pas la moindre remise en question de la vérité officielle ne fait pas des journalistes des complices d'un hypothétique inside job. Simplement, comme l'ont finement analysé certains intellectuels qui, tel Chomsky ou Bourdieu, ont pensé les médias et leurs structures d'influence,

les journalistes ont avec les puissants et leurs intérêts une communauté d'idées et de valeurs qui leur a valu d'entrer dans le microcosme médiatique et d'y tracer leur chemin. Face à un tabou majeur comme la remise en question des conclusions officielles sur le 11-Septembre, la pensée logique est court-circuitée, c'est l'instinct qui sent d'où vient le vent et qui dicte dans quelle direction il faut regarder. En toute bonne foi, le journaliste sent que ce qu'il est viscéralement amené à croire est le vrai et le bon, et que ce qui s'y oppose est forcément dans l'erreur et la mauvaise intention. Et si ce mécanisme ne fonctionne pas à plein, il y a toujours l'effet d'entraînement, que les journalistes dénoncent comme une tare d'internet, mais qu'ils avaient eux-mêmes inauguré bien avant.

A cet égard, l'expérience d'Asch, un psychologue américain, est éclairante. Lorsqu'un sujet est placé au milieu d'autres personnes qui énoncent une contrevérité évidente – la ligne A est plus courte que la ligne B, alors qu'elle est manifestement plus longue – il les suivra dans une majorité des cas, afin d'éviter de se démarquer de la tendance générale, d'avoir à se justifier et à défendre sa position. A noter que dans cette expérience, le sujet n'a subi aucune autre pression que celle du groupe, et n'aurait eu

à affronter aucun inconvénient du fait de s'en démarquer, là où un journaliste risque sa crédibilité, son avancement, voire sa carrière. On reculerait à moins, et à ce titre, il est inutile, voire contre-productif, de voir dans les journalistes individuels des responsables de ce qui est davantage produit par un système tout entier. En attendant, ce système n'a toujours pas été capable, en douze ans, de relayer une réalité sociale, celle du doute et de la contestation, sans la tourner en ridicule, sans déformer son discours et sans prescrire à son public ce qu'il doit en penser. Au-delà des questions qui se posent sur le fond des attentats du 11-Septembre, rien que ce constat-là suffit à donner envie de relire Orwell.

**Olivier Taymans**

Traducteur, journaliste, réalisateur d'«*Épouvantails, autruches et perroquets – 10 ans de journalisme sur le 11-Septembre*», visible sur [www.epouvantails.net](http://www.epouvantails.net)

# LA STRATÉGIE DE LA TENSION, HIER ET AUJOURD'HUI

Daniele Ganser

Après les attentats terroristes du 11 septembre 2001, les chercheurs d'Europe et de ma Suisse natale qui s'intéressent aux détails de ce phénomène attendaient avec impatience l'enquête officielle états-unienne sur ce crime. La plupart d'entre eux avaient immédiatement réalisé que ces attentats terroristes contre les États-Unis auraient des implications considérables pour l'Europe et le reste du monde, et devaient par conséquent être étudiés en détail. Lorsque le Rapport de la Commission sur le 11-Septembre (également appelé le Rapport Kean-Zelikow) fut enfin publié en juillet 2004 – soit presque trois ans après les attentats du 11-Septembre – de nombreux chercheurs en histoire contemporaine et en relations internationales espéraient y trouver le récit complet et définitif du 11-Septembre.

Cet espoir fut brisé quelques mois plus tard avec la publication d'*Omissions et manipulations de la Commission d'enquête sur le 11-Septembre* de David Ray Griffin. « *Je pense, écrivait Griffin, que bien des lecteurs seront outrés par le nombre très élevé des omissions et par l'ampleur des manipulations.* » Certains chercheurs européens qui s'intéressent au 11-Septembre se sont bornés à lire 571 pages du rapport officiel sur le 11-Septembre et, en raison d'un manque de temps ou d'intérêt, se sont contentés du récit que proposait celui-ci. D'autres, qui ont investi davantage de temps et d'énergie et qui ont épiluché aussi les 351 pages de critique proposée par Griffin, s'en sont trouvés très perturbés.

Cette division assez malheureuse persiste encore aujourd'hui. Le premier groupe, composé de ceux qui n'avaient lu que le rapport Kean-Zelikow, demeurait persuadé que l'administration Bush-Cheney et le rapport officiel Kean-Zelikow – qui avait, en gros, confirmé la version officielle – établissait la vérité. Le deuxième groupe ne pouvait s'empêcher, après la lecture de l'analyse de Griffin, d'être stupéfait,

comme ce dernier l'avait prédit, par l'audace des omissions et des manipulations. Pour ce deuxième groupe, dans lequel je m'inclus, le rapport Kean-Zelikow présentait des déficiences et des déséquilibres tellement graves qu'il ne pouvait en aucun cas être accepté comme un récit exact de ce qui s'est réellement passé le 11-Septembre.

Le simple fait d'être conscient que le rapport Kean-Zelikow est déficient ne permet pas de comprendre immédiatement ce qui est réellement arrivé le 11-Septembre. Ce crime nécessite donc une enquête plus approfondie de la part de chercheurs du monde entier – une enquête urgente, devrait-on ajouter, étant donné les conséquences importantes des attentats du 11-Septembre ces dernières années. Cette situation a obligé tous ceux d'entre nous qui se spécialisent dans les guerres secrètes à retourner aux faits bruts du 11-Septembre – une nébuleuse de faits, à vrai dire – afin de déterminer quelle est la théorie qui explique le mieux le 11-Septembre.

Cet article ne prétend pas expliquer ce qui est réellement arrivé le 11-Septembre. Il ne présente pas davantage toutes les informations contradictoires actuellement disponibles au sujet du 11-Septembre. En réalité, il ne traite que des guerres secrètes à l'époque de la Guerre froide, car c'est là que l'on trouve les prémices les plus éclairantes.

## LA PERTINENCE DE L'HISTOIRE DES GUERRES SECRÈTES

Les gens ordinaires qui n'ont qu'une connaissance limitée de l'histoire des guerres secrètes ont trouvé excessivement choquant d'envisager que le gouvernement états-unien aurait pu laisser se produire les attentats du 11-Septembre, ou a fortiori participer activement à leur organisation. Pour

quelle raison, se sont-ils demandés, un gouvernement, quel qu'il soit, aurait-il attaqué sa propre population ou, de manière somme toute aussi criminelle, délibérément permis à un groupe étranger d'exécuter une telle attaque? Si les dictatures cruelles, comme le régime de Pol Pot au Cambodge, sont connues pour ne pas avoir respecté la vie et la dignité de leurs citoyens, une démocratie occidentale ne commettrait pour sa part jamais un tel abus de pouvoir. Et si des éléments criminels au sein d'une démocratie occidentale, en Amérique du Nord ou en Europe, avaient commis un tel crime, les élus ou les médias ne le découvriraient-ils pas et ne le dénonceraient-ils pas aussitôt? Est-il imaginable que des éléments criminels au sein d'un gouvernement puissent commettre des opérations terroristes contre des citoyens innocents qui financent ce même gouvernement par le biais des impôts qu'ils paient chaque année? Personne ne s'en apercevrait-il? Il s'agit là de questions douloureuses, même pour des chercheurs qui se spécialisent dans l'histoire des guerres secrètes. Mais en réalité, il existe des exemples historiques de telles opérations mises en œuvre par des démocraties occidentales.

Dans cet article, je présente les données académiques les plus récentes au sujet des guerres secrètes à l'époque de la Guerre froide. Elles démontrent indubitablement qu'il existe bel et bien une stratégie militaire secrète qui vise les populations au moyen du terrorisme. Elle s'appelle « stratégie de la tension », et elle a été mise en pratique, répétons-le, par des démocraties occidentales.

## LA STRATÉGIE DE LA TENSION

La stratégie de la tension – notion peu connue du grand public – prend essentiellement pour cible les émotions du grand public et vise à répandre autant que possible la peur en son sein. Un attentat ter-



Illustration: Anne Brügge

roriste dans un lieu public, comme une gare ferroviaire, un marché ou un bus scolaire, est la technique typique par laquelle est mise en œuvre la stratégie de la tension. Après l'attentat — et c'est là un élément crucial — les agents secrets qui ont perpétré le crime en font porter la responsabilité à un adversaire politique en dissimulant certaines preuves et en fabriquant d'autres.

Il faut bien noter que les cibles de la stratégie de la tension ne sont pas les morts et les blessés des attentats terroristes, comme on pourrait le penser. Les véritables cibles sont les adversaires politiques, qui sont discrédités par l'attentat, et ceux qui ne sont pas personnellement atteints mais qui se mettent à craindre pour leur vie et celle de leurs proches. Vu que l'objectif de la stratégie consiste à discréditer des adversaires et à répandre la peur, les véritables cibles ne sont pas les personnes tuées, qu'elles soient des dizaines ou même des milliers, mais plutôt les millions de personnes qui survivent sans blessures physiques, mais avec un stress émotionnel.

La stratégie de la tension participe de ce qu'on appelle la « guerre psychologique ». Comme l'indique le terme, cette forme de guerre ne s'attaque pas aux corps humains, aux chars, aux avions, aux navires, aux satellites ou aux habitations en vue de les détruire, mais aux consciences humaines, aux esprits humains. Si un groupe peut avoir accès à nos pensées et à nos sentiments sans que nous nous en apercevions, il peut exercer sur nous un grand pouvoir. Cependant, lorsque nous nous rendons compte que nos consciences se font manipuler par la guerre psychologique, cette technique perd une partie de ses effets.

Les meilleures données historiques disponibles aujourd'hui au sujet de la stratégie de la tension viennent d'Italie, où des juges, des parlementaires et des universitaires continuent à unir leurs efforts pour comprendre et décrire cette stratégie secrète.

## LE JUGE CASSON ET L'ATTENTAT DE PETEANO

Le juge italien Felice Casson a redécouvert cette stratégie lors de son enquête qui revenait sur un certain nombre d'attentats terroristes qui avaient frappé l'Italie dans les années 1960, 1970 et 1980. D'après Casson, le cas historique le mieux étayé dans lequel fut utilisée la stratégie de la tension a eu lieu dans le village italien de Peteano. C'est à cet

endroit que, le 31 mai 1972, trois membres des Carabinieri (la gendarmerie italienne) furent amenés, suite à un coup de fil anonyme, à inspecter une Fiat 500 abandonnée et furent tués par l'explosion d'une bombe lorsqu'ils ouvrirent le capot de la voiture. Pendant de longues années, cet attentat terroriste fut attribué aux Brigades rouges, une organisation terroriste de gauche en Italie. Mais lorsque Casson rouvrit l'affaire, il découvrit que c'était le néofasciste catholique Vincenzo Vinciguerra, un militant anti-communiste, qui avait perpétré ce crime.

A sa grande surprise, Casson découvrit également que Vinciguerra n'avait pas agi seul, mais qu'il avait été protégé par des membres des services de renseignements militaires italiens. Lors de son procès en 1984, Vinciguerra confirma qu'il lui avait été relativement facile de s'échapper et de se cacher, car une proportion importante de l'appareil de sécurité italien, renseignements militaires compris, partageait ses convictions anticommunistes et avait donc tacitement soutenu des crimes qui discréditaient la gauche italienne et en particulier le Parti communiste, très influent à l'époque. Vinciguerra se souvenait qu'après l'attentat, « *tout un mécanisme s'était mis en action... Les Carabinieri, le ministère de l'Intérieur, les services douaniers, et les services de renseignements civils et militaires acceptaient le raisonnement idéologique qui sous-tendait cet attentat.* » Suite à ce crime, les dirigeants du service des renseignements militaires ainsi que des politiciens avancèrent que le « danger communiste » justifiait une augmentation des budgets militaires et une réduction des libertés civiles dans l'intérêt de la sûreté de l'État. Ainsi, la stratégie de la tension telle qu'appliquée lors de l'attentat de Peteano répandit la peur dans toute l'Italie, discrédita un adversaire politique, et permit la mise en œuvre d'une politique de sécurité conservatrice. L'efficacité de la manœuvre tenait notamment au fait que personne ne savait à l'époque que les services de renseignements eux-mêmes avaient soutenu le crime.

Peteano n'est pas une tragédie isolée en Italie, mais s'inscrit dans une longue série d'attentats terroristes qui ont commencé le 12 décembre 1969, lorsque quatre bombes explosèrent dans des lieux publics de Rome et de Milan, tuant 16 civils innocents et en blessant 80. Après ce massacre, le service de renseignements militaires italien déposa des pièces servant à confectionner des bombes dans la villa du célèbre éditeur gauchiste Gianfranco Feltrinelli afin d'attribuer les attentats aux communistes et à d'autres membres de l'extrême-gauche. Ce

n'est que des années plus tard que l'on apprit que Feltrinelli n'avait rien à voir avec ce crime, et que c'était en réalité l'extrême-droite italienne qui avait perpétré cette atrocité afin de promouvoir la stratégie de la tension. Mais l'attentat le plus meurtrier et le plus mémorable dans cette série fut sans conteste celui de la gare de Bologne, le 2 août 1980, dans lequel 85 personnes laissèrent la vie et qui en blessa plus de 200 autres.

Le but de ces attentats, expliqua après son arrestation Vincenzo Vinciguerra, était simple: « *il s'agissait de faire en sorte que le public italien se tourne vers l'État afin de lui demander plus de sécurité. C'est la logique politique derrière tous les massacres et attentats qui demeurent impunis, car l'État ne peut pas se condamner lui-même ou se déclarer responsable de ce qui est arrivé.* »

Étonné de découvrir, dans le cadre de son enquête, le soutien qu'avaient apporté à des entreprises criminelles des membres du gouvernement et des services secrets italiens, le juge Casson décida de mener l'enquête jusqu'au bout. En 1990, ayant obtenu la permission de fouiller les archives des renseignements militaires italiens, il fit une découverte sensationnelle: une armée secrète, mise sur pied après la Seconde Guerre mondiale par les renseignements militaires italiens en collaboration avec la CIA, et étroitement liée à l'OTAN, existait sous le nom de code « Gladio ». Censée préparer la résistance en cas d'invasion soviétique, cette armée secrète cherchait également à manipuler le jeu politique italien au détriment des forces de gauche, et ce au moyen d'opérations secrètes, souvent sanglantes. L'opinion publique s'indigna et l'affaire Gladio, qui allait s'étendre à tous les pays européens membres de l'OTAN, était lancée. Il s'avéra qu'à l'instar de Gladio en Italie, de tels réseaux dits « stay-behind » existaient en Europe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale dans douze pays membres de l'OTAN et quatre pays neutres. Chacun de ces réseaux rassemblait entre quelques dizaines et quelques centaines de personnes.

## LA STRATÉGIE DE LA TENSION EN BELGIQUE

Le soir du 7 novembre 1990, le ministre socialiste de la Défense, Guy Coëme, annonça à l'opinion publique ébahie qu'une armée secrète liée à l'OTAN avait existé en Belgique durant la Guerre froide. Il

ajouta: « je souhaite savoir s'il existe un lien entre les activités de ce réseau secret et la vague de crimes et de terrorisme qu'a endurée notre pays aux cours des années passées. » En effet, entre 1983 et 1985, la Belgique avait été secouée par les fameuses tueries du Brabant wallon, qui avaient fait au total 28 morts et de nombreux blessés, et qui avaient terrorisé le pays. Il s'agissait d'attaques organisées avec un sang-froid et une précision militaires, notamment contre des supermarchés de l'enseigne Delhaize. A chaque fois, quelques tueurs masqués tiraient à bout portant sans discrimination aucune, et sans se préoccuper d'amasser un butin digne de ce nom. Les tueurs n'hésitaient pas non plus à tirer sur des policiers, voire même à les provoquer ou à attendre leur arrivée afin de leur tendre une embuscade. Les auteurs de ces tueries n'ont jamais été identifiés, et l'enquête reste ouverte à ce jour.

Pour vérifier d'éventuelles correspondances avec certains suspects des tueries du Brabant, les membres de la commission du Sénat chargée de faire la lumière sur les activités du réseau stay-behind en Belgique exigèrent que les chefs identifiés des deux principales branches du réseau en Belgique leur fournissent les noms, voire simplement les dates de naissance des membres de l'armée secrète. Cependant, ils se heurtèrent à un mur de refus, malgré toutes les pressions qu'ils exercèrent. Albert Raes (directeur de la Sûreté de l'État entre 1977 et 1990, et chef du STC/Mob, la branche logistique du réseau belge) et le lieutenant-colonel Bernard Legrand (patron du renseignement militaire belge et chef du SDRA8, branche opérationnelle de l'armée secrète en Belgique) restèrent muets, malgré la fermeté des injonctions des ministres de la Justice et de la Défense, leurs supérieurs hiérarchiques respectifs, et au mépris de toutes les règles démocratiques et de la loi.

## CONCLUSION

Les deux principaux arguments contredisant l'idée que les attentats du 11-Septembre auraient été influencés par le gouvernement états-unien et son appareil militaire, que ce soit de manière active ou passive, sont des arguments a priori. Le premier est que des gouvernements occidentaux civilisés en général, et le gouvernement états-unien en particulier, ne se rendraient jamais coupables d'un crime aussi odieux. L'autre principal argument a priori est que si les attentats du 11-Septembre avaient été exécutés par des forces intérieures au gouvernement états-unien, ce fait ne pourrait pas avoir été tenu secret pendant tout ce temps. Les informations contenues dans ce texte démontrent que ces deux arguments sont, au mieux, extrêmement douteux.

**Daniele Ganser**

Historien, directeur du Swiss Institute for Peace and Energy Research (SIPER), Bâle

# LE 11 SEPTEMBRE ENTRE MYTHE ET GRAND RÉCIT

ANCIPENSEUR NESENTVENTRE ANGSOC <sup>(1)</sup>

Michel Weber

Lorsque l'on pense au onze septembre, il faut d'abord, historiquement, se souvenir d'Allende et du martyr du peuple chilien (1973). Il faut ensuite rendre hommage aux victimes du 11-Septembre (2001) et tout particulièrement saluer la détermination avec laquelle de nombreux citoyens US-américains ont depuis résisté à la terreur qui s'est levée sur leurs vies et sur le monde. On peut encore reprendre les questions factuelles; elles sont amplement évoquées dans d'autres contributions de ce numéro spécial. Enfin, le philosophe que je suis pourra être tenté par une analyse sémiotique de l'événement lui-même. Elle cherchera à montrer à la fois ce qui unit le 11-Septembre aux figures narratives connues — le mythe, la religion historique et le grand récit nationaliste — et ce qui le sépare de ces canevas sociopolitiques classiques.

Toute communauté, et *a fortiori* toute société, requiert un récit fondateur pour assurer sa cohésion (son homéostasie) et rendre possible l'existence individuelle de ses membres, voire favoriser leur émancipation personnelle. Ce récit sera dit *culturel* s'il permet à la fois la solidarité et l'individuation, c'est-à-dire s'il opère une alchimie somme toute mystérieuse entre deux exigences possiblement contraires mais jamais contradictoires. Lorsqu'il est intégré par chacun des membres de la communauté, tous évoluent à l'unisson, les existences individuelles et la dynamique collective sont harmonisées entre elles et avec la nature; de plus, toutes deux possèdent alors un sens (une signification) et une direction (un but).

On parle volontiers, dans la vulgate contemporaine, de la « main invisible » chère à Adam Smith; c'est bien à un tel phénomène que la culture se réfère (raison pour laquelle Chomsky traite parfois Smith de socialiste libertaire).

La lecture proposée ici est essentiellement orwellienne. Faute de temps, elle n'exploitera pas les acquis de l'œuvre de Victor Klemperer, d'Éric Hazan, d'Hannah Arendt ou de Naomi Klein. Rappelons quand même que la *Stratégie du choc* (2001) et tout particulièrement saluer la détermination avec laquelle de nombreux citoyens US-américains ont depuis résisté à la terreur qui s'est levée sur leurs vies et sur le monde. On peut encore reprendre les questions factuelles; elles sont amplement évoquées dans d'autres contributions de ce numéro spécial. Enfin, le philosophe que je suis pourra être tenté par une analyse sémiotique de l'événement lui-même. Elle cherchera à montrer à la fois ce qui unit le 11-Septembre aux figures narratives connues — le mythe, la religion historique et le grand récit nationaliste — et ce qui le sépare de ces canevas sociopolitiques classiques.

## LE MYTHE

L'humanité a tout d'abord fondé le monde en recourant au mythe. Dès l'émergence de la « pensée sauvage », elle a rendu son univers intelligible et habitable à l'aide d'un récit culturel mythologique. Le propre du mythe est d'être *uchronique*: la culture mythologique repose en effet sur un compte rendu de ce qui s'est passé « à l'époque » (« in illo tempore ») de la création. En d'autres termes, les événements fondateurs ne sont pas accessibles directement; ils ne peuvent qu'être réactualisés à travers un rituel approprié qui repose sur (et entretient) la mémoire collective.

Force est de constater que la fondation mythologique du monde est très efficace et qu'elle permet à la fois de renforcer la solidarité et de respecter l'individuation de chacun. Lorsqu'il contraste société-horloge (traditionnelle) et société-vapeur (industrielle), Claude Lévi-Strauss insiste sur le caractère foncièrement démocratique de la société-horloge qui cherche à obtenir rituellement l'unanimité avant toute prise de décision.



Illustration: Elise Wik

## LA RELIGION HISTORIQUE

L'émergence des religions historiques répond au même besoin fondateur. Le récit religieux qui s'enracine dans la tradition abrahamique n'est toutefois pas uchronique mais *chronotopique*: on peut (devrait pouvoir) le situer dans l'espace et dans le temps. Abram, Jésus et Mohammed sont (prétendent être) des personnages historiques et les cérémonies religieuses idoines font participer les fidèles à cette histoire sacrée.

Le récit religieux est également historique dans un deuxième sens: la fondation du monde est rapportée à un événement divin qui est appelé à avoir une fin (un « eschaton »). Or, cette eschatologie pré-suppose une histoire du salut et chaque individu est de fait invité à progresser moralement et spirituellement.

## LE GRAND RÉCIT NATIONALISTE

Le grand récit nationaliste s'inscrit dans le même contexte culturel: donner un sens et une direction à un groupement humain donné. Il émerge au moment où les sociétés préindustrielles éprouvent le besoin d'adosser leurs existences à un récit qui ne soit plus explicitement ni mythologique ni religieux — ce qui ne serait ni scientifique ni politiquement adéquat. Il s'agit cette fois d'une utopie au sens où le récit nationaliste crée une communauté et un territoire imaginaires; le grand récit constitue le social en réécrivant l'histoire afin de déterminer des éléments d'appartenance « objectifs ». Pour ce faire, il part volontiers d'un traumatisme initial (comme la bataille de Poitiers) et instaure un populisme culturel en inventant de toutes pièces des traditions « folkloriques », homogénéisant au passage les mœurs.

L'émergence du récit nationaliste a lieu après la guerre de Trente Ans qui, conduite sous bannières religieuses, ravage l'Europe de 1618 à 1648. La conclusion des Traités de Westphalie en 1648 entérine l'affaiblissement du pouvoir impérial en favorisant les droits des États et, en particulier, en réaffirmant la liberté religieuse. Les Traités posent trois principes fondamentaux qui présupposent l'égalité juridique entre les États-nations: la souveraineté absolue de l'État-nation et donc le droit à l'autodétermination politique; le respect des traités internationaux; et la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres États. L'espoir d'une Paix perpétuelle se dessine alors chez les penseurs les plus hardis. De fait, les Traités de Westphalie permettront la stabilisation relative de l'Europe mais ils ouvriront par contre la porte à l'impérialisme: l'exercice de la souveraineté dépendant de la constitution d'un territoire sous forme d'État-nation, les contrées qui ne possèdent pas cette forme juridico-politique seront considérées sans maître...

## LA TERREUR

Historiquement, le genre humain a donc exploité trois formes principales de construction sociocommunautaire: le mythe, qui, respectueux à la fois de la solidarité du groupe et de l'individualité de ses membres, s'avère culturellement très efficace; la religion historique, qui scelle le groupe mais détermine les individus; et le récit nationaliste, qui opère de même en désacralisant le cadre politique.

Le grand récit *dystopique* (c'est une utopie à l'envers, une utopie du pire) qui fait suite au 11-Septembre pourrait certes être lu en continuité avec ces modalités narratives: la dimension (hyper-)nationaliste états-unienne est tout d'abord frappante, à la fois au niveau interne et du point de vue du néo-colonialisme qui en découle (notons l'oblitération de l'esprit des Traités de Westphalie); puis vient l'évidente sacralisation d'un chronotope particulier (New York, le 11 septembre 2001); et enfin la dimension mythologique, au sens péjoratif du terme, que ne tardèrent pas à prendre les récits officiels sur et

autour du 11-Septembre. De proche en proche, ce sera bientôt la totalité de la planète qui en subira l'emprise, chacun se réclamant de sa terreur à lui.

Mais une telle lecture continuiste passerait à côté de l'aspect révolutionnaire (ou plutôt contre-insurrectionnel) du récit de la Terreur. L'essentiel est ailleurs: il faut questionner l'applicabilité et la cohérence du récit. D'une part, chaque mode narratif possède une applicabilité particulière qui est déterminée par les contingences socio-historiques et par une visée implicite: radicalement culturelle pour le mythe des communautés « premières » et principalement solidarisante pour la religion et l'État-nation. D'autre part, chaque mode possède une cohérence particulière. Ce dernier critère s'avère être le principal et on observe une dégradation historique du degré de cohérence des grands récits fondateurs. Le récit mythologique possède la plus grande cohérence en raison des catégories qui sont engrenées et des libertés qui sont prises avec la consistance logique (en gros avec le principe de non-contradiction). Le récit officiel du 11-Septembre est, quant à lui, simplement totalement incohérent et contradictoire et son applicabilité devrait être, par conséquent, nulle. D'où lui provient donc sa redoutable efficacité politique? Et pourquoi n'est-il que très peu remis en cause?

Pour le comprendre il faut expliciter la visée du récit de la terreur post-11-Septembre. Il ne s'agit plus simplement de promouvoir la névrose de la « guerre de tous contre tous »; c'est la psychose de la « guerre de soi contre soi » qui est imposée. Orwell a avantageusement remplacé Hobbes. L'expression « démocratie de marché » nous indique les deux racines du désastre, telles qu'elles furent identifiées précocement par Tocqueville et finalement par Orwell lui-même.

Tocqueville publie *De la démocratie en Amérique* en 1835; il est bien au fait du contexte de la révolution US-américaine (1786), de la révolution française (1789), de la Terreur (1793), des circonstances de l'avènement de Napoléon Bonaparte (1799) et donc de la fragilité de l'idéal démocratique. Si on fait l'impasse sur son apologie de l'Ancien Régime et de l'impérialisme occidental, on ne peut que reconnaître la valeur de sa critique des dangers de la démocratie représentative. La vie humaine ne vaut la peine d'être vécue que dans un contexte culturel digne de ce nom; sans lui, solidarité et individuation restent lettre morte. Or, dans une société où l'intérêt particulier prime sur l'intérêt général, la solidarité est remplacée par l'absence de liens (l'atomisme) et l'individuation par la standardisation économique (le matérialisme) et intellectuelle (l'opinion du plus grand nombre prévaut) — c'est-à-dire le conformisme. Le danger qui se dessine derrière la guerre (économique) de tous contre tous n'est autre que la servitude, le « despotisme doux ».

C'est somme toute la conclusion que Thomas Hobbes exploitait déjà en 1651 à la suite de la guerre civile anglaise de 1642-1651. Elle sera idéalisée par Adam Smith (*The Wealth of Nations*, 1776), et puis rafraîchie dans un contexte stalinien par Hayek (*The Road to Serfdom*, 1944). Comme le pressent Leo Löwenthal à l'occasion d'une analyse de la politique génocidaire nazie<sup>(3)</sup>, les prémisses sont exactement les mêmes: la déstructuration que la « démocratie » fait subir à la vie communautaire correspond point pour point à celle qui est exigée par le « divin marché ». D'où la conclusion qu'il annonce dès l'abord: la terreur fasciste est profondément enracinée dans l'esprit technoscientifique occidental et plus particulièrement dans « le marché de concurrence pure et parfaite » voulu par Hayek. Pour Löwenthal, comme pour Orwell quelques années plus tard, penser devient un crime stupide (cf. « crimethink » vs « crimestop ») et les clones doivent se réfugier dans une stupeur protectrice, dans un coma moral (cf. la « protective stupidity »)<sup>(4)</sup>.

## SAVOIR SANS SAVOIR

La question rebondit alors: comment la Terreur plonge-t-elle exactement les clones dans la stupeur? La réponse d'Orwell est connue: la pratique de la double pensée (« doublethink ») pousse chaque clone dans les rets de la psychose et permet au Parti de contrôler la réalité, ni plus ni moins. Il lui faut savoir et ne pas savoir, être conscient de la vérité absolue de ses propos politiquement corrects tout en l'élaborant à partir de mensonges complexes; il doit pouvoir oublier ce qu'il est nécessaire d'oublier tout en ayant la faculté de s'en souvenir si besoin est... On quitte bien le domaine de la simple dissonance cognitive pour entrer de plain-pied dans la sphère de la psychose. En comparaison, le remplacement du récit culturel de l'harmonisation de la solidarité et de l'individuation par le récit de la guerre des clones fait figure d'aimable plaisanterie névrotique. Ce n'est pas par hasard qu'Orwell parle de folie planifiée (« controlled insanity ») et de l'impératif de la torture comme moyen d'exercer le pouvoir politique.

Or le 11-Septembre nous offre deux exemples complémentaires d'injonction psychotique. Premièrement, l'interprétation absurde de ce qui est visible: depuis les années cinquante, la grande majorité des occidentaux connaissent la signature visuelle de la démolition contrôlée, qui est utilisée systématiquement dans les pays de grande obsolescence programmée; on exige (sans exiger) qu'ils

**« Il lui faut savoir et ne pas savoir, être conscient de la vérité absolue de ses propos politiquement corrects tout en l'élaborant à partir de mensonges complexes; il doit pouvoir oublier ce qu'il est nécessaire d'oublier tout en ayant la faculté de s'en souvenir si besoin est... »**

ignorent (sans le pouvoir vraiment) ce savoir empirique. Deuxièmement, l'hallucination forcée de ce qui est invisible: alors que *rien* n'est discriminable dans la vidéo qui a été rendue publique, le citoyen est (et n'est pas) prié d'y découvrir le visage horrifié des passagers d'un Boeing en perdition.

Tout est dit, mais il demeure expédient de s'en remettre à certains acquis de la psychologie sociale pour obtenir une vision stéréoscopique de la Terreur. Cette discipline excelle en effet dans l'étude expérimentale des deux champs principaux qu'elle distingue soigneusement: le conformisme et l'obéissance à l'autorité.

Un individu conforme cède (souvent inconsciemment) à la pression de ses pairs (qui n'est pas explicitée). Pourquoi? On distingue deux cas de figure: l'influence normative (cultiver le sentiment d'appartenance à un groupe: voir les expériences d'Asch de 1951) et la lacune informationnelle (pallier un manque de connaissance: voir les expériences de Sherif de 1935). Il demeure saisissant de voir avec quelle facilité un individu peut ignorer ce que ses sens lui apprennent et renoncer à son libre arbitre afin de ne pas briser le consensus du groupe — un consensus créé de toutes pièces par Asch afin, précisément, de mettre en évidence ces absurdités.

L'individu obéissant accepte (consciemment) l'autorité d'un supérieur qui s'exprime univoquement par une injonction. Pourquoi? Par souci de coopération (en l'absence de coercition: voir les expériences de Milgram de 1963) ou par peur (lorsqu'il y a menace de recours à la punition: voir les expériences de Zimbardo de 1971). Ces expériences montrent qu'un individu lambda, bon père de famille, peut (très) facilement être poussé au meurtre par un supérieur revêtu d'une autorité «scientifique».

La «folie planifiée» d'Orwell est d'un autre ordre: elle est le produit d'une demande qui est et n'est pas explicite. Il ne s'agit plus simplement d'entretenir un sentiment d'appartenance ou d'éviter la punition: le sujet est pris dans la toile du pouvoir et seule la folie lui permet d'ignorer (tout en étant parfaitement conscient) qu'il est susceptible d'être digéré vivant par un «prêtre du pouvoir», qui ne le régurgitera qu'avant de l'exécuter.

## L'ABSURDITÉ EFFICACE

En conclusion, ce que la psychologie expérimentale nous apprend du conformisme permet de comprendre les prémisses de la Terreur, pas son mécanisme psychotisant. On distingue en effet la pure et simple acceptation («compliance»: accepter l'opinion du groupe sans pour autant modifier son jugement personnel), de l'internalisation

(le sujet est persuadé que le groupe a raison) et de l'identification (l'absence d'arrière-pensées). Les expériences d'Asch sont particulièrement éclairantes pour deux raisons. D'une part, on y voit à l'œuvre la pression du groupe; d'autre part, on a montré que cette volonté de conformisme varie avec le contexte politique (le McCarthysme sévissait en 1950-1956). Sous la pression du groupe, un individu est susceptible de refuser de valider ses perceptions et de renoncer à son bon sens, sans parler de son jugement critique.

Mais le récit du 11-Septembre ne fonctionne que grâce à la synergie qui est établie entre la volonté désespérée d'être conforme et l'acceptation inconditionnelle — sous peine d'ostracisme mais aussi d'«évaporation» à Guantanamo ou ailleurs — des injonctions explicites des supérieurs. Dans quelle situation se trouve le citoyen lambda qui visionne des vidéos qui ne montrent *aucunement* ce que le commentaire «autorisé» annonce? Il sait — ce n'est même pas un pressentiment — qu'il s'agit d'un mensonge et que l'autorité *ne peut* lui mentir. L'efficacité du récit de la Terreur est de forcer le citoyen à entretenir un tel rapport psychotique avec la «réalité». L'oligarchie dispose alors d'une carte blanche pour accumuler les politiques insensées. Elle annoncera une guerre sans fin «contre la terreur» qui pourra devenir à l'occasion «humanitaire», elle ne s'exprimera plus que par oxymores, s'auto-découvrira le Nobel de la paix, commanditera des apologues hollywoodiennes de la torture,

etc. Plus l'absurdité sera *criante*, plus elle sera *efficace*, c'est-à-dire paralysante. La nature ultime de l'exercice du pouvoir devient enfin palpable pour celui qui peut soutenir la vision du père cannibale.

**Michel Weber**

Philosophe, auteur notamment de *De quelle révolution avons-nous besoin?*, Éditions Sang de la Terre, Paris, 2013

- (1) Oldthinkers unbellyfeel Ingsoc. (Nineteen Eighty-Four [1949]. Penguin, 2003, p. 348) «Ancipenseur nesentventre Angsoc. La traduction la plus courte que l'on puisse donner de cette phrase en ancilangue est: "Ceux dont les idées furent formées avant la Révolution ne peuvent avoir une compréhension pleinement sentie des principes du Socialisme anglais."» (1984, Traduit de l'anglais par Amélie Audiberti, Paris, Gallimard, 1950, p. 428)
- (2) Georges Charbonnier, Entretiens avec C. Lévi-Strauss, Paris, Julliard et Plon, 1961, pp. 35-48.
- (3) Leo Löwenthal, «Terror's Atomization of Man», Commentary 1, 1945/1946, pp. 1-8.
- (4) « Dans son essence, le système terroriste contemporain revient à l'atomisation de l'individu. [...] L'individu terrorisé n'est jamais seul et toujours seul. Il devient insensible et rigide pour ses pairs mais également pour lui-même; la peur l'empêche de réagir spontanément, que ce soit émotionnellement ou intellectuellement. Penser devient un crime stupide mettant en danger sa propre vie. En conséquence, la stupidité se répand inévitablement comme une maladie contagieuse. Les êtres humains vivent dans un état stuporeux que l'on peut qualifier de coma moral. » (Löwenthal, op. cit., p. 2)

# INSIDE JOB ? WHO CARES ?

La question du 11-Septembre divise, et brouille de nombreux repères politiques et idéologiques. Lorsque Noam Chomsky, le dissident anti-impérialiste sans doute le plus écouté au monde, a entériné la version des faits présentée par les autorités américaines, beaucoup y ont perdu leur latin. Et lorsqu'en Europe, la gauche de la gauche lui a emboîté le pas, de nouveaux clivages se sont dessinés autour de cette question, avec l'apparition d'intellectuels droitistes qui, eux, s'emparaient sans complexe de l'affaire. Pour remonter près de la source et comprendre le désintéret, voire l'appréhension de la gauche face à cette question, Kairos a rencontré **Jean Bricmont**, physicien et intellectuel anti-impérialiste. Considéré souvent comme le porte-parole de Chomsky en Europe (ce dont il se défend), sa pensée est néanmoins très proche de celle du célèbre linguiste.

**Kairos: La première fois que j'ai entendu Noam Chomsky évoquer le 11-Septembre, parlant d'une éventuelle complicité américaine, il disait: « Who cares ? » (« On s'en fiche. ») Ce qui m'a interpellé là-dedans, c'est que c'est à travers les livres de Chomsky que j'ai, avec beaucoup d'autres, appris à regarder au-delà des apparences, à reconnaître les opérations sous fausse bannière, comme on les appelle. C'est tout de même lui qui débusque toujours les coups fourrés de l'Histoire. Partagez-vous son avis ?**

Jean Bricmont: Non, ce n'est pas tellement qu'il débusque les coups fourrés. La pensée de Chomsky, c'est quand même une analyse de l'idéologie, ce qui est très différent. Et c'est toujours basé sur des faits officiels. Prenons un exemple qui me touche particulièrement, parce que c'est ce qui m'a marqué politiquement, c'est la guerre du Vietnam. Ça a commencé pour de bon avec le fameux incident du Golfe du Tonkin. Je ne suis pas persuadé que c'était un coup monté des Américains. Peut-être qu'ils ont sincèrement cru être attaqués, mais la question à poser, c'est de savoir si cela légitimait les bombardements. Qu'est-ce qu'ils faisaient si près des côtes vietnamiennes? Qu'est-ce qu'ils avaient fait depuis 58, ou même depuis le sabotage des accords de Genève? Pour moi, tout ça, c'est une analyse politique.

Alors si on prend par exemple la guerre en Afghanistan: peu importe qu'il y ait eu attaque extérieure ou coup monté de l'intérieur le 11-Septembre, je ne suis pas d'accord qu'elle soit légitime, et celle en Irak encore moins. Donc cela ne dépend pas du fait de savoir s'il y a eu des complicités intérieures.

**K: D'accord, mais pour beaucoup de gens, ça fait un monde de différence. Et à ce titre-là, si une complicité intérieure était démontrée, ça changerait beaucoup.**

JB: Ça changerait, oui, mais la question est de savoir dans quelle mesure je dois m'y intéresser. Je peux m'y intéresser pour deux raisons. L'une serait purement intellectuelle, mais ce n'est pas le cas ici. L'autre est politique, et là, je pense que l'intérêt politique de cette question est très faible, pour la raison suivante: les 'truthers' du 11-Septembre disent qu'il faut une nouvelle enquête. C'est une revendication concrète, mais qui m'apparaît tout à fait utopique vu que cette enquête serait effectuée par les gens au pouvoir actuellement, qui sont tous d'accord avec la version officielle. Si par miracle, cela arrivait, elle donnerait les mêmes résultats. Donc c'est une revendication qui ne me parle pas, personnellement. La revendication sur laquelle je suis entièrement d'accord avec des truthers et sur laquelle je n'ai aucun problème avec eux, c'est: unissons-nous contre les guerres, qu'elles soient humanitaires ou

non. Qui peut le plus, peut le moins: si on était capable de montrer que le 11 septembre est un inside job, alors il me semble qu'on devrait être capable d'arrêter les guerres.

**K: N'est-ce pas ce que Chomsky et ses amis essaient de faire depuis 40 ans, et n'y a-t-il pas eu un énorme recul de ces combats-là à partir du 11-Septembre? Vous écrivez: « Il serait possible de créer un mouvement en faveur du retrait des troupes étrangères d'Afghanistan (où la guerre est clairement perdue), contre l'extension de l'Otan, ou pour l'arrêt du soutien à Israël. » Depuis combien de décennies est-ce qu'on essaie de faire ça? Ce combat est-il en progrès ou en recul ?**

JB: Non, moi je pense plutôt que c'est le développement de l'idéologie de l'intervention humanitaire, dans les années 80 et 90, qui a saboté certains efforts à gauche. C'est cela qui joue en Syrie et en Libye, par exemple, ce n'est pas le 11-Septembre. Pour ce qui est du 11-Septembre, ça a été exploité pour faire la guerre en Irak, et là il y a eu une opposition massive, plus importante que jamais.

**K: Et qu'a-t-elle donné ?**

JB: Rien dans l'immédiat. Mais c'est vrai que maintenant, l'impopularité de cette guerre fait que

les Américains se retirent – pas totalement, mais plus ou moins. Et ils hésitent à intervenir massivement en Syrie.

**K: Mais s'il n'y avait pas eu ce mouvement contre la guerre, ils se seraient enlisés malgré tout, non? L'impopularité vient aussi de cet enlisement. Alors à quoi a servi cet énorme mouvement, que vous appelez encore de vos vœux? Il n'a pas empêché la guerre, et il n'a pas favorisé son impopularité.**

JB: C'est comme la guerre du Vietnam, qui n'a pas été arrêtée par le mouvement contre la guerre, mais principalement par les Vietnamiens, les revers militaires. Les guerres ne deviennent vraiment impopulaires que lorsqu'elles tournent mal. Mais d'un autre côté, les opinions changent par rapport à Israël, donc ça a un certain effet. On peut toujours espérer que l'action idéologique a un effet, même si elle n'est pas l'aspect essentiel.

**K: Mais est-ce que les opinions changent grâce à l'action idéologique, ou à cause des excès d'Israël qui deviennent de plus en plus évidents?**

JB: Les deux, et principalement le deuxième. Mais je ne vais pas aller en Israël pour participer à ces excès, et je ne vais pas rejoindre Al-Qaïda en Irak... Je fais ce que je peux. Mais encore une fois, si les gens pensent que c'est plus efficace de se concentrer sur le 11-Septembre, libre à eux de le faire. Moi, je ne le pense pas, en ce qui me concerne. Maintenant, si les gens veulent passer leur temps à me convaincre, je donnerai des arguments pourquoi je n'y crois pas, mais à la limite, pour moi, ce serait plus intéressant de savoir pourquoi je devrais m'y intéresser.

Pas plus que ça ne m'intéresse de savoir ce qui s'est passé réellement lors de Pearl Harbor, ou de l'assassinat de Kennedy, ou d'autres événements inexplicables dans l'histoire. Prenez Pearl Harbor. On peut dire que ça a été un *game changer*, ça a changé beaucoup de choses. On ne sait toujours pas exactement comment ça s'est passé, s'ils étaient au courant ou non, s'ils ont laissé faire ou non. Mais la guerre est finie, et on ne se préoccupe plus beaucoup de savoir ce qu'il s'est réellement passé. Je pense que ces guerres pourraient se terminer sans qu'on ait résolu la question du 11-Septembre.

**K: Est-ce que vous avez suivi l'évolution du mouvement pour la vérité? Il a beaucoup évolué en plus de dix ans, et ses constats et analyses se sont affinés.**

JB: En général – et contrairement à beaucoup de gens de gauche – j'ai tendance à faire confiance aux experts, sur les OGM, sur le nucléaire,... Étant moi-même scientifique, je sais qu'on ne devient pas scientifique comme ça, et je ne vais pas mépriser tous mes collègues en aéronautique, résistance des matériaux etc.

Il est vrai que je ne me sens pas compétent pour remettre en question ce qu'ils disent. Et je n'aurais jamais étudié le dossier si je n'étais pas fréquemment questionné là-dessus. On a l'impression qu'il y a un acharnement chez les truthers à l'encontre des gens qui ne partagent pas leur croyance ou leur conviction, je dirais presque leur foi. S'ils étaient poursuivis pénalement, comme les négationnistes, le problème de la liberté d'expression se poserait. Ce n'est pas le cas.

**K: Non, mais ils ont l'impression d'une immense chance gâchée.**

JB: Bon, supposons que Chomsky, les gens autour du site antiwar.com, le magazine Counterpunch et moi devenions truthers. Qu'est-ce que ça va changer? Sauf le fait qu'il y a peut-être beaucoup de gens qui utiliseront ça pour nous discréditer.

**K: Ça, c'est une vraie question. N'est-ce pas surtout la peur du discrédit qui dicte ces positions?**

JB: Non, puisque je suis déjà largement discrédité. On me traite régulièrement d'antisémite en raison de mes critiques de la politique des lobbies sionistes. Si je voulais vraiment éviter le discrédit, je resterais dans mon coin et je n'aborderais aucun sujet politique. S'attaquer à des sujets comme les guerres, les lobbies, la liberté d'expression, cela entraîne facilement le discrédit.

Cela dit, il faudrait peut-être que j'étudie la question, mais j'ai l'impression que si je le fais, j'aurai passé énormément de temps à étudier des arguments et des contre-arguments. J'ai quand même encore un boulot. Je suis un individu, pas une organisation, je n'ai pas de site ou de forum, donc je me limite à ce que je crois pouvoir faire.

**K: Mais il y a des gens sérieux aussi dans le mouvement pour la vérité, et ça, vous n'avez pas l'air de le réaliser. Est-ce que vous avez lu les bouquins de Griffin?**

JB: Non. Mais Griffin, il est aussi théologien... A priori, cela ne m'inspire pas confiance.

**K: Il est logicien, aussi. Et philosophe. Et puis ça, typiquement, c'est tirer sur le messenger. Regardez ce qu'il a à dire.**



Illustration: Léonore Frescois

JB: Mais je n'ai pas le temps...! Vous avez lu Faurisson?

**K: Non, mais je ne m'intéresse pas à ça.**

JB: Voilà, c'est la même réponse.

**K: Je pense que vous vous intéressez beaucoup à l'impérialisme, à la politique américaine, aux guerres en cours etc. Tous ces sujets sont intrinsèquement liés au 11-Septembre.**

JB: Mais Faurisson vous répondra que les chambres à gaz sont devenues un élément central et idéologique de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale, et c'est vrai. Vous demandez à n'importe quel gamin qui va à l'école maintenant ce qu'il retient de la Seconde Guerre mondiale, il vous dira que c'est ça. Pour certains, c'est ce qui fonde toute l'idéologie actuelle des pays occidentaux. Ce n'est pas mon point de vue, mais il y a un parallèle.

**K: Sauf que tous les gens à qui je fais confiance politiquement et idéologiquement, et dans le discours desquels je me retrouve, et même bien au-delà, font partie d'un consensus pour rejeter ses thèses en bloc. La très faible dissidence émane de gens dont le discours, y compris sur d'autres sujets, me révolte. Dans le cas du 11-Septembre, c'est tout différent, il n'y a aucun consensus. Du coup les repères sont brouillés. Chomsky, par exemple, est quelqu'un que j'admire et qui m'a beaucoup appris, mais sur cette question-là, je ne peux pas le suivre. De plus, j'ai l'impression qu'il ne connaît pas le dossier, vous me confirmez que vous n'avez pas lu Griffin ni aucun auteur dissident. Je pense qu'il suffirait de lire 2-3 livres, ça ne prend pas tellement de temps. Vous constateriez la qualité de l'argumentation et la logique.**

JB: J'ai plutôt lu un certain nombre de contre-argumentations, et je pense que cela me prendrait beaucoup de temps d'entrer dans ce débat. Je voudrais aussi vous poser une question: la conspiration, elle implique qui? Quelques personnes, l'ensemble de l'administration, le FBI?

**K: A votre tour, expliquez-moi pourquoi, quand on conteste la façon dont sont présentés les faits dans la version officielle, on est tout de suite sommé de livrer un scénario clef sur porte de la façon dont les choses se seraient réellement passées. Si on démontre des impossibilités qui laissent un vide logique, et qui font donc qu'il n'y a plus d'explication et que par conséquent on en cherche une, ça veut dire qu'on doit dire combien il y avait de gens dans la conspiration, et qui c'était? Griffin est souvent sommé de faire ça, il s'y refuse, et je pense qu'il a tout à fait raison.**

JB: Le problème, c'est que comme physicien, j'ai tendance à penser que les preuves d'impossibilité prouvent un certain manque d'imagination.

**K: Mais il n'y a pas que ça...! Il y a aussi, à profusion, des faits présentés, qui ont été réfutés, qui ont fait que la version officielle était aussitôt modifiée en une nouvelle version opposée à la précédente. En gros, ils adaptent en permanence leur version à ce qui n'est pas niable.**

JB: C'est aussi ce que dit Faurisson au sujet des chambres à gaz. C'est aussi ce que disent les sceptiques du climat, que les orthodoxes changent leur version sans arrêt en fonction des attaques des hétérodoxes. C'est un phénomène qui revient dans toutes les controverses.

**K: C'est vrai dans les deux sens. Les orthodoxes reprochent les mêmes choses aux hétérodoxes. Notamment d'avoir d'abord des conclusions et d'arranger les faits en fonction. Je pense que c'est symétrique.**

JB: En tout cas, je ne vois pas d'argument-mas-

sue en faveur de la conspiration, par contre, je vois des arguments de plausibilité contre elle.

**K: Parlons de la question de la plausibilité d'un inside job, qui vous tient à cœur. Vous dites qu'il faut commencer par examiner la plausibilité. N'est-ce pas un peu inverser la méthode scientifique? Ne doit-on pas partir des faits bruts avant de se permettre une opinion?**

JB: Non, la méthode scientifique consiste à commencer par se poser des questions. Prenez la question des miracles, par exemple. Pourquoi les gens ont-ils cessé de croire aux miracles? Parce que beaucoup de cas ont été expliqués par la science, mais il y en a peut-être quelques-uns qui restent inexpliqués. Et puis on s'est dit: qu'est-ce que c'est que ce dieu qui intervient comme ça, plic ploc, en secret? Et pourquoi n'y a-t-il pas de jambes qui repoussent? C'est ça la plausibilité. Mais ce n'est pas que j'ai vraiment étudié tous les cas scientifiques soupçonnés d'être des miracles et que j'ai prouvé que tous pouvaient être expliqués.

Pour le 11-Septembre, il y a le problème de la taille de la conspiration: quelques individus ou presque tout l'appareil d'État, y compris les scientifiques qui ont étudié la question et partagent en gros la version officielle? Dans le premier cas, pourquoi ne les découvre-t-on pas? Et le deuxième ne me semble pas plausible.

Il me paraît peu plausible aussi qu'il n'y ait pas de fuites. Vous avez vu l'affaire récente autour de la NSA? Il y a eu Manning, il y a eu Assange, il y a eu maintenant Snowden. Je pense que le gouvernement américain est conscient de ça, et que tous les gouvernements sont au moins aussi paranos que les citoyens et se disent que tous leurs secrets fichent le camp.

**K: Il y a eu combien de coups fourrés qui n'ont pas été éventés?**

JB: Moi je crois qu'en général les coups fourrés sont éventés. Donnez-moi des exemples de coups fourrés qui n'ont pas été éventés?

**K: Mais je ne peux pas, par définition...! Cela dit, c'est peut-être une majorité. Par exemple: lorsque Gladio a été révélé, c'était par les services secrets italiens eux-mêmes, lorsqu'ils ont transmis à un juge des documents à ce sujet, qu'ils auraient très bien pu garder pour eux. S'ils ne l'avaient pas fait, cette affaire ne serait pas sortie après 40 ans, et on n'en saurait toujours rien.**

JB: Oui, ça c'est vrai.

**K: Dans ce cas, comment pouvez-vous dire qu'il y aurait d'office des fuites? Si ça se trouve, il n'y a qu'une minorité d'opérations secrètes qui sont un jour connues du public. On n'en sait rien, par définition.**

**Sinon, question plausibilité, il y a beaucoup de gens qui se demandent si la version officielle est si plausible que ça...**

JB: Non, c'est vrai qu'elle est surprenante. C'est surprenant qu'ils soient arrivés à réussir un coup pareil. Mais elle n'est pas aussi peu plausible qu'une conspiration générale, à mon avis.

**K: Mais Griffin est parvenu à faire un livre entier sur toutes les omissions, les distorsions et les manipulations du rapport de la Commission. Il y a beaucoup de choses complètement incohérentes.**

JB: Oui, mais à chaque fait incohérent relevé, il y a des contre-assertions de la part des orthodoxes, et je pense que je pourrais passer ma vie à discuter de qui a raison et qui a tort. Je ne pense pas qu'il y ait des smoking guns, des preuves irréfutables de nature à mettre la version officielle par terre.

Cela dit, on peut très bien critiquer la version officielle sur d'autres points, sans postuler un gigantesque inside job. Il y a des gens avec qui je discute qui acceptent ce que vous appelez la version officielle, mais qui veulent mettre en avant les raisons pour lesquelles les États-Unis ont été attaqués. Et la raison qui revient constamment, c'est de punir le soutien des États-Unis à Israël et aux dictatures arabes, notamment. Les indices sont nombreux, mais ce n'est jamais cette raison qui est retenue dans les discours officiels. Devant la Commission d'enquête, certains agents de la CIA et du FBI ont invoqué cette même raison, mais cela n'a pas été retenu dans le rapport<sup>(1)</sup>. Un autre point, relevé notamment par Justin Raimundo, un auteur très anti-guerre et très critique de la politique étrangère des États-Unis, c'est le rôle des espions et des soi-disant « marchands d'art » israéliens autour du 11-Septembre<sup>(2)</sup>. Quand on arrête des types en train d'applaudir à la démolition des tours, quand il y a un bon nombre d'espions israéliens qui sont arrêtés aux États-Unis autour du 11-Septembre puis renvoyés en Israël, quand il y a un certain nombre d'indications qui montrent qu'ils en savaient sans doute plus que ce qu'ils ont dit à leurs chers alliés, il y a de quoi se poser des questions. Alors l'emphase sur les démolitions contrôlées et tout ça, ça détourne l'attention de ce qui me paraît être le véritable problème.

Propos recueillis par Olivier Taymans

(1) Voir la vidéo <http://www.youtube.com/watch?v=bzYM9ZnWsnk>.

(2) Voir son livre, *The Terror Enigma: 9/11 and the Israeli Connection*.

# LE FÉMINISME N'EST PAS TOUJOURS SUBVERSIF



Illustration: Fanny Dreyer

Le féminisme, lutte censée émancipatrice, prend parfois dans nos sociétés les allures d'un combat identitaire qui fait abstraction de l'engagement collectif porteur d'un changement plus global visant à pourfendre tous les rapports de domination. Ce féminisme serait dès lors exclusivement réservé aux femmes, axé essentiellement sur les relations entre elles et les hommes et sur les thèmes traditionnellement associés à celles-ci. Être une femme serait-il pourtant une condition nécessaire et suffisante d'un féminisme désireux de s'attaquer aux causes profondes des inégalités ? Paradoxalement, ce type de féminisme identitaire ne pourrait-il pas servir l'inégalité ancrée profondément dans nos sociétés ?

**D**es femmes luttant côte à côte pour une égalité de salaire dans leur domaine professionnel respectif, dont certaines sont salariées de Wall-Street et les autres de Wal-Mart, n'invoquent-elles pas temporairement une appartenance commune – femme –, dans un combat qui n'a pourtant rien de commun ? « Le salaire horaire moyen d'un employé à temps plein de Wal-Mart s'élève (d'après le PDG de l'entreprise) à environ 10 dollars<sup>(1)</sup>. En travaillant quarante heures par semaine, un employé de Wal-Mart gagne donc 400 dollars par semaine, soit presque 21 600 dollars par an. Les femmes, victimes de discrimi-

nation, gagnent un peu moins, les hommes un peu plus. La différence, selon Richard Drogin, le statisticien qui a analysé les chiffres lors du procès pour discrimination, est (pour les salariés à l'heure) de 1 100 dollars par an. Disons donc que les femmes salariées de Wal-Mart gagnent environ 20 500 dollars par an. Il leur faudrait par conséquent 60 ans pour amasser ce que les femmes salariées de Wall Street – également victimes de la discrimination – gagnent en un an. Bien entendu, les hommes salariés de Wal-Mart – qui sont les bénéficiaires de cette discrimination, puisqu'ils gagnent 21 600 dollars par an – s'en tirent mieux : il ne leur faudrait qu'environ

cinquante-sept ans pour atteindre cette somme. Autrement dit, à Wal-Mart, on a des femmes qui se battent pour obtenir des parts légitimes d'un gâteau si ridiculement petit que, l'obtiendraient-elles, il ne parviendrait même pas à les nourrir. Se représenter les femmes de Wal-Mart comme marchant coude à coude avec leurs camarades de chez Morgan Stanley ou de Harvard pour défendre leurs droits est donc parfaitement grotesque, de même qu'il est parfaitement grotesque de considérer leur problème comme un problème de discrimination sexuelle<sup>(2)</sup>. »

« Le féminisme peut être comme l'arbre qui cache la forêt de ces inégalités qui touchent femmes et hommes de manière indifférenciées, occultant le fait qu'ils peuvent être plus proches entre eux qu'il ne le sont au sein de leur propre catégorie »

François Partant exprimait parfaitement la même idée lorsqu'il reprochait aux mouvements sociaux, dont le mouvement féministe, leur manque d'unité: «les femmes veulent-elles transformer la société conçue et organisée par et pour les hommes, en la débarrassant de tous les rapports de domination (pas seulement de celui dont elles sont victimes), ainsi que de tous les rapports de compétition qui les suscitent inévitablement? Ou veulent-elles simplement obtenir une place plus équitable dans cette société historiquement organisée par les hommes? Il est probable que la majorité des militantes féministes s'en tiennent à ce dernier objectif. Leur mouvement est alors essentiellement conservateur. Comme sont conservateurs tous les partis politiques, qui tous désormais encouragent les femmes à occuper une place plus juste dans la société dont ils dénoncent pourtant parfois l'injustice. Comme sont conservateurs les syndicats, puisqu'en définitive les luttes sociales ne peuvent que favoriser une meilleure insertion des travailleurs dans le système productif<sup>(3)</sup>».

## LES « LUTTES » UTILES AU POUVOIR

Le mouvement féministe ne doit donc pas «se laisser enfermer dans des formes de lutte politique brevetées féministes comme la revendication de la parité entre les hommes et les femmes dans les instances politiques: si elles ont le mérite de rappeler que l'universalisme de principe qu'affiche le droit constitutionnel n'est pas aussi universel qu'il en a l'air – notamment en ce qu'il ne reconnaît que des individus abstraits et dépourvus de qualités sociales –, ces luttes risquent de redoubler les effets d'une autre forme d'universalisme fictif, en favorisant par priorité des femmes issues des mêmes régions de l'espace social que les hommes qui occupent actuellement les positions dominantes<sup>(4)</sup>». Le féminisme tel l'arbre qui cache la forêt de ces inégalités qui touchent femmes et hommes de manière indifférenciée, peut occulter le fait qu'ils peuvent être plus proches entre eux qu'il ne le sont au sein de leur propre catégorie. Comme le rappelait encore Pierre Bourdieu, «malgré les expériences spécifiques qui les rapprochent (comme cet infiniment petit de la domination que sont les innombrables blessures, souvent subliminales, infligées par l'ordre masculin), les femmes restent séparées les unes des autres par des différences économiques et culturelles qui affectent entre autres choses leur manière objective et subjective de subir et d'éprouver la domination masculine<sup>(5)</sup>».

Ce repliement du féminisme sous une logique purement féminine, d'un combat pour la femme qui s'auto-légitimerait par le seul fait que celui qui le porte est une femme, gommant ainsi toutes les différentes histoires sociales de ces femmes, ce repliement donc peut donner lieu à ce que Mona Chollet nomme «un sentiment de claustrophobie»: «la question des relations entre les sexes, les problématiques égalitaires peuvent faire l'objet, comme les valeurs de la culture féminine, d'un ressassement permanent, à l'exclusion de tout autre

centre d'intérêt. Elles peuvent être des moyens de se conforter dans une identité féminine valorisante, d'insister sur sa propre dimension sexuée, sans que l'on sache toujours très bien s'il s'agit de revendiquer ou d'aguicher. Elles permettent de se lover en toute bonne conscience, sous prétexte de militantisme, dans un ensemble de thématiques familières et rassurantes. Cette confusion s'explique par ce qu'est devenu le féminisme aujourd'hui: non plus, sauf pour une petite minorité, un engagement militant et collectif, mais une démarche de réflexion individuelle, un effort de recul critique et de sensibilisation de l'entourage<sup>(6)</sup>».

## BADINTER COMME SYMBOLE DU FÉMINISME CONSUMÉRISTE

Loin pourtant, en faisant cette critique d'un féminisme identitaire conservateur, l'idée d'appuyer une conception du féminisme comme celle que défend Elizabeth Badinter, mais il faut noter que le premier peut très bien s'accommoder, et servir, la société de consommation qui en connaît un rayon en matière d'instrumentalisation... de la femme. Concluant – erronément – du déterminisme culturel des différences entre les hommes et les femmes à une possibilité d'égalité formelle de type post-moderniste où femmes et hommes se confondraient dès lors qu'ils sont capables de se vendre aussi bien sur le marché des affaires et du commerce, la fille du fondateur de Publicis magnifie très logiquement la self-made woman. Ce qui, en toute logique, l'amène à dire: «il ne faut pas se foutre du monde: ce n'est pas la pub qui est la cause de l'aliénation des femmes... j'aime la pub<sup>(7)</sup>». Présidente du Conseil de surveillance de Publicis, 18ème fortune de France avec 1,4 milliard de dollars, il est évident que son héritage et son désir de le perpétuer a certainement quelque chose à voir avec l'idée qu'elle se fait du féminisme.

Faisant de la femme une concurrente égale possible de l'homme dans une société compétitive, elle en oublie que la publicité mettant en scène des femmes consiste à vendre de la Femme aux femmes – sans oublier les femmes mobilisées dans le processus d'exploitation productif des objets achetés: «on donne à consommer de la Femme aux femmes, des Jeunes aux jeunes, et, dans cette émancipation formelle et narcissique, on réussit à conjurer leur libération réelle<sup>(8)</sup>». Mais voudrait-elle vraiment qu'elles se libèrent, alors qu'Elizabeth Badinter concentre à elle seule une bonne part de la richesse des foyers français?

La féminité de grande surface, le marketing qui se nourrit de la femme, n'est pourtant que l'apothéose faisant d'elle une catégorie soumise: «la domination masculine, qui constitue les femmes en objets symboliques, dont l'être est un être perçu, a pour effet de les placer dans un état permanent d'insécurité corporelle ou, mieux, de dépendance symbolique: elles existent d'abord par et pour le regard des autres, c'est-à-dire en tant qu'objets accueillants, attrayants, disponibles. On attend d'elles qu'elles soient «féminines», c'est-à-dire souriantes, sympathiques, attentionnées, soumises, discrètes, retenues, voire effacées. Et la prétendue «féminité» n'est souvent pas autre chose qu'une complaisance à l'égard des attentes masculines, réelles ou supposées, notamment en matière d'agrandissement de l'ego. En conséquence, le rapport de dépendance à l'égard des autres (et pas seulement des hommes) tend à devenir constitutif de leur être<sup>(9)</sup>».

## PUB ET FÉMINISME: COMPATIBLES?

Mais la pub, plus que la cause de l'aliénation des femmes, en est d'abord un signe, une preuve; la cause elle-même de leur aliénation est leur réduction consentie à n'être que des «être-perçu» dont les qualités se définissent au travers des catégories dominantes – masculines donc. «J'aime la pub», s'exclame Elizabeth. Prête à en accepter la domination symbolique – dont les blessures sont sans

doute moins cinglantes que celles subies par ses «consœurs» des couches sociales subalternes», sa position bourgeoise fait d'elle une courroie de transmission idéale vers ces strates sociales inférieures qui, prenant les nantis comme modèles, escomptent un jour devenir comme eux. Et quoi de tel, dans ce rêve d'ascension, que de commencer par leur ressembler... et d'aimer aussi la pub! Badinter est ainsi assurée d'avoir avec elle une nuée de femmes consentantes, assises dans leur certitude d'être les descendantes émancipées de celles, «soumises», qui les ont précédées, sans percevoir que cette aliénation passée s'est vue substituée par une autre.

Il existerait une façon de différencier un véritable féminisme émancipateur d'un féminisme de grande surface: «un moyen infaillible d'être sûre que, au moment où l'on croit donner dans l'activisme féministe, on n'est pas en train de se vautrer dans l'individualisme consumériste, ni de conforter la domination en rabâchant les thématiques auxquelles les femmes ont été assignées: sortir des problématiques féminines ou féministes. Au moins de temps en temps. Investir des champs communs aux deux sexes, mais le plus souvent accaparés par les hommes, et contester leur hégémonie sur leur propre terrain<sup>(10)</sup>».

Les féministes qui réduisent le féminisme à l'identité et à la féminité peuvent donc se révéler de fidèles servantes, consciemment ou non, de nos sociétés ayant érigé l'argent et le paraître en valeurs suprêmes. En gommant les différences qui existent entre les femmes, et les similitudes entre certaines d'entre elles et les hommes, elles les instituent en pures individualités sans histoire qui seraient capables – il suffirait qu'elles le veuillent... – d'être les égales des hommes.

Mais pour quels changements?

Alexandre Penasse

(1) L'auteur ajoute «le chiffre précis que donne Wal-Mart est de 9,68 dollars, mais il est contesté par certains, qui estiment qu'il est, en réalité, beaucoup plus bas. Selon la publication en ligne politicalaffairs.net, le salaire horaire du PDG de Wal-Mart (H. Lee Scott Jr.) était estimé en 2005 à 8434, 49 dollars»

(2) Michaels, W.B., La diversité contre l'égalité, Éditions Raisons d'agir, Paris, 2009, pp. 116-117

(3) Partant, F., La fin du développement, naissance d'une alternative, Éditions La Découverte, 1982

(4) Bourdieu, P., La domination masculine, Éditions du Seuil, 1998, pp. 157-158

(5) Id., p.128-129. Souligné par l'auteur

(6) Mona Chollet, Beauté fatale. Les nouveaux visages d'une aliénation féminine, Éditions La Découverte, Paris, 2012, p.65

(7) Le Parisien, 23-03-2010, cité dans Le journal de la décroissance, août 2010

(8) Baudrillard, J., La société de consommation, Éditions Denoël, 1970, p.216

(9) Bourdieu, P., La domination masculine, Éditions du Seuil, 1998, p.94

(10) Mona Chollet, Beauté fatale, op.cit., p.67

# GRAINES UTOPISTES CONTRE RENGAINÉ CAPITALISTE

PLONGÉE AU COEUR D'EXPÉRIENCES DE  
PERMACULTURE À BUENOS AIRES

Buenos Aires a tout d'une mégapole, pleine de voitures, de gens pressés, de publicités, de magasins. Pourtant, derrière certains bâtiments et derrière les murs colorés de maisons récupérées, de nombreux citoyens tentent un sentier différent, guidés par les principes de la permaculture.

À deux pas de la faculté d'architecture de Buenos Aires, à 500m du stade de River, un petit chemin s'enfonce dans la végétation récente. Un lampadaire se confond avec les arbres qui ont poussé. Un peu plus loin, un drôle de village dispute le béton aux mauvaises herbes...

L'«éco-hameau» de Velatropa se définit comme un «centre expérimental interdisciplinaire d'éducation environnementale». En 2004, un petit groupe de personnes décide de récupérer l'espace des fondations abandonnées du projet de pavillon 5 de l'université pour créer une zone-tampon qui protégerait les marais voisins, déclarés réserve naturelle. Très vite, l'occupation acquiert une dimension éducative. «L'idée était d'en faire un campus expérimental et éducatif, complémentaire à l'université», explique Marco, présent à Velatropa depuis le début. Aujourd'hui, il ne vit plus sur place, mais vient participer à l'espace tous les week-ends. Yasmine, elle, va et vient. «Pour moi, c'est un lieu où expérimenter un mode de vie qui s'adapte au lieu où on est, et pas le contraire. Ça consiste à observer, et utiliser les choses qu'on a sous la main pour fonctionner. Et en plus, on vit ensemble. Il y a donc tout l'aspect concret de construire avec des méthodes naturelles, de faire le potager, mais aussi tout l'autre côté du vivre ensemble et de connaissance de soi-même...et du reste!». Sur 1 km<sup>2</sup>, on trouve de nombreux potagers, plusieurs constructions en boue ou géodésiques, des cabanes et des nids dans les arbres, des tentes aussi. Au centre du hameau, la cuisine couverte et le «cercle des repas», fait de chaises dépareillées et de bouts de troncs.

*« La polarité qui se produit quand tu rentres ici est impressionnante. Au début, c'est étrange puis tu t'habitues, et finalement quand tu retournes en ville, tout te semble très bizarre. Ça permet de mettre en évidence toutes les habitudes qu'on a et de les repenser »*

De l'autre côté de la ville, la Huerta de Saavedra construit aussi son coin de paradis. Les habitants du quartier n'ont pas semé sur le béton de fondations laissées en plan. En 2001, ils ont plutôt sauté

par-dessus les braises fumantes de l'économie argentine en crise pour créer un espace différent. Les voisins de l'assemblée de Saavedra ont commencé par récupérer un terrain abandonné et plein d'ordures et à y semer quelques plantes. Le but était aussi de générer peu à peu une autre forme d'alimentation, plus durable, vu les graves problèmes d'alimentation que posait la crise.

Douze ans plus tard, le lieu a fleuri et est devenu l'espace Cucoco, culturel, coopératif et communautaire. Le potager a grandi, le projet collectif aussi. Aujourd'hui, entre les deux bouts de potager s'élève un centre culturel autogéré par une quinzaine de personnes. Parmi eux, Grisella, 19 ans. Pour elle, il s'agit de générer un changement à partir de la culture, en montrant d'autres choses aux gens. «On propose des ateliers "au chapeau" comme du yoga, de l'acrobatie, du recyclage, de l'écriture et plein d'autres. On organise aussi des projections, des débats, des spectacles, des événements... Le potager est central parce que c'est par là que ça a commencé. Mais aussi parce que, nous, on va au supermarché tous les jours, on prend des aliments sans même savoir d'où ils viennent ni ce qu'ils contiennent». Marta, 61 ans, complète: «Notre objectif, c'est avant tout d'être un lieu de rencontre où partager des savoirs sur la terre, l'alimentation... Dans ce sens, notre proposition consiste à proposer aux gens d'autres formes de s'alimenter, de fonctionner, dans la mesure de leurs possibilités. Et qu'ils voient comment ce système est en train de détruire toute notre vie, notre quotidien». Dans la cuisine de la Huerta, on trouve des plantes séchées au plafond et des affiches militantes sur les murs. Et sur un grand tableau, un horaire des ateliers bien rempli.

## DE LA PERMACULTURE... DANS LA VILLE?

Les deux espaces s'inspirent des idées de la permaculture. À la Huerta de Saavedra, elle déborde volontiers du potager, limité, lui, par les murs qui l'entourent. «On a un focus permaculture au-delà du potager même. Avec les constructions naturelles par exemple, comme la grande salle qu'on a construite nous-mêmes avec des murs d'argile. On est donc orientés vers la permaculture en tant que recherche d'alternatives qui ne soient pas contaminantes, comme le fait d'utiliser et réutiliser ce qu'on a, sans devoir nécessairement tout acheter». Les membres de l'espace ont intégré les principes de la permaculture dans leur manière de résoudre chaque problème qui se présente. «Le dernier en date? On avait récupéré une série de fauteuils en osier pour la grande salle. Mais sans coussins, au bout d'assemblées de trois, quatre heures, c'était un peu dur. On en a discuté en assemblée, en excluant presque malgré nous l'idée d'en acheter. On cherchait une solution qui s'appuierait sur les ressources qu'on a à disposition», raconte Frank, qui fait partie de l'espace depuis 5 ans. Deux semaines plus tard, des

bouts de matelas entourés de housses de sachets de lait en plastique cousus entre eux remplissaient leur nouvelle fonction.

À Velatropa, un peu plus éloignée du ciment, la permaculture se voit un peu partout: dans les plantes et légumes qui poussent de tous côtés, dans les bio-constructions en argile, dans les mille objets réutilisés...et même dans les réunions entre les habitants de l'éco-hameau, qui ont toujours lieu les jours de pleine lune et de nouvelle lune.

En général, tout est question de récupérer, de recycler, de penser et faire autrement les gestes quotidiens. À Velatropa comme à la Huerta, on lave les mains et les plats avec des cendres. Ce qui peut être composté l'est, le reste des petits déchets sont comprimés dans des bouteilles en plastique et servent de briques dans la bio-construction. On trouve des bouteilles en verre dans les murs en boue, pour délimiter les potagers, parmi la décoration.

Mais dans la ville, l'harmonie avec la permaculture – vivre à tous points de vue en cohérence avec l'environnement – n'est pas une mince affaire. Même pour Velatropa, la dépendance est inévitable. Les membres de l'espace récupèrent une bonne partie de leurs aliments dans les magasins de la ville, les visites et les interactions sont constantes... Sans que ces liens encore forts soient nécessairement négatifs. Marco explique le paradoxe de Velatropa. «Ici, on est dans le veines de la capitale. Juste là-dérrière, on a toutes les artères et les avenues qui sortent de la ville. Pour moi, c'est l'aspect le plus intéressant du projet. Si on parle en termes de permaculture, peut-être qu'il y a des faiblesses. Mais si on considère que c'est un projet permaculturel en plein milieu de la capitale, avec tout le mouvement et la synergie qui vont dans l'autre sens, je trouve que c'est spectaculaire. La polarité qui se produit quand tu rentres ici est impressionnante. Au début, c'est étrange puis tu t'habitues, et finalement quand tu retournes en ville, tout te semble très bizarre. Ça permet de mettre en évidence toutes les habitudes qu'on a et de les repenser». Comme lieu de transition, entre la ville et un milieu plus naturel, Velatropa permet à beaucoup de découvrir tout un univers inconnu. C'est un espace de construction proche de la capitale, où chacun peut venir expérimenter, apporter ses interrogations, et puis transporter ailleurs ce qu'il a appris. Yasmine, qui vient de la ville comme la majorité des «velatropiens», le résume ainsi: «Nous, on expérimente la permaculture, mais il y a des choses pour lesquelles on dépend toujours de la ville. Mais ce n'est pas non plus comme si on était dans un appartement. C'est un espace intermédiaire. De manière physique, c'est ça aussi, on est entre la grande ville et une réserve naturelle. On est dans la transition, dans le processus».

À la Huerta de Saavedra, plus enfoncée encore dans la capitale argentine, Marta soutient la même idée. «Dans la ville, c'est parfois un peu impossible

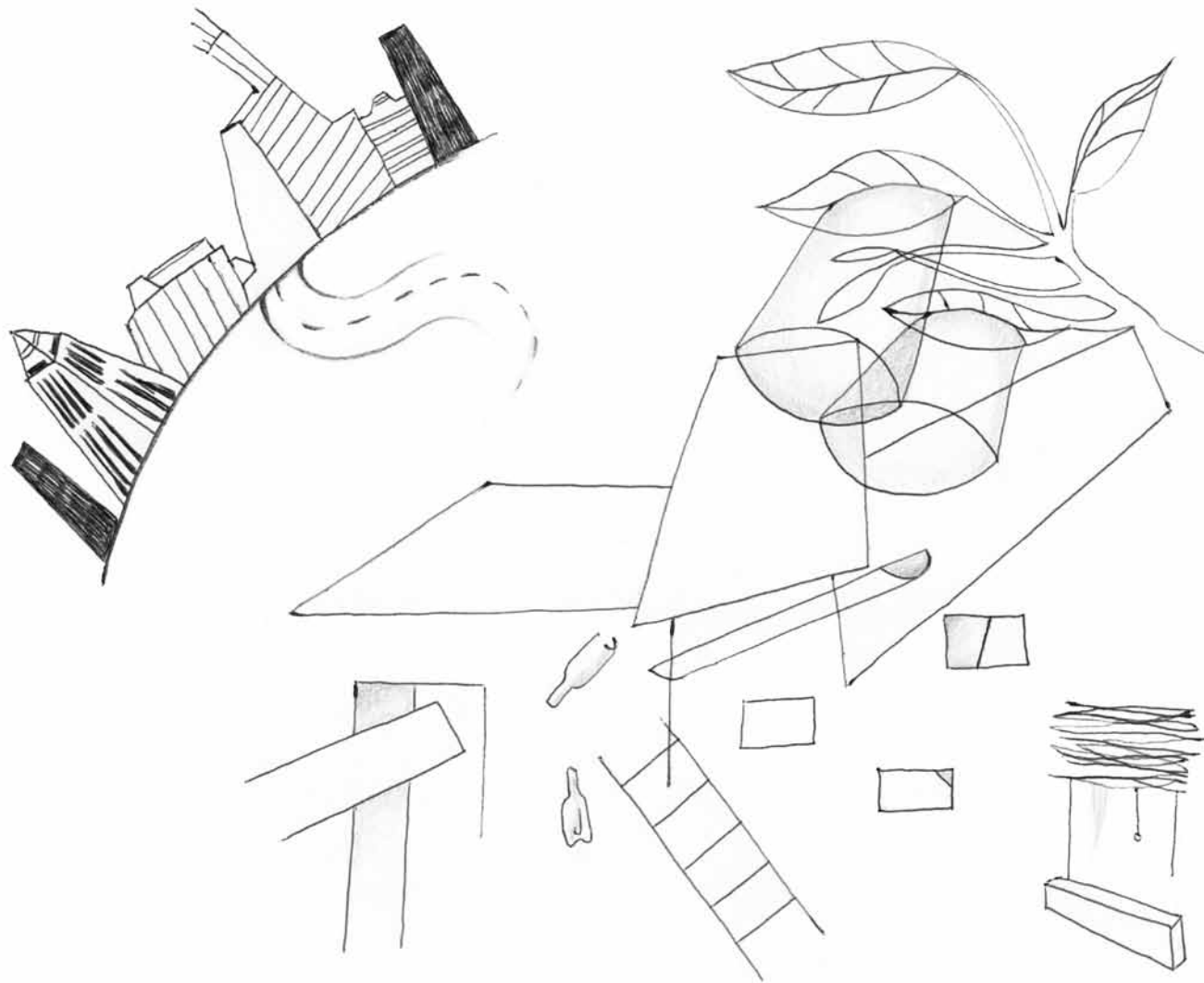


Illustration: Nadège Guillard

d'atteindre un objectif permaculturel total, qui pourrait être atteint en allant vivre par exemple dans la campagne. Mais je pense qu'à partir de cette pensée permaculturelle, c'est possible de changer une partie de la ville. Vivre d'une autre manière en ville. Tout le monde n'est pas prêt à aller vivre en pleine campagne et à y cultiver son lopin de terre». Cristobal s'occupe des visites scolaires aux potagers de la Huerta. Pour lui, le sens d'un espace de permaculture en ville devient très concret si on se penche sur l'empreinte écologique de chacun. «La permaculture sert aussi à penser comment s'approvisionner auprès de la production locale, et avec ce qui est disponible à moins de 70 km de distance. Il y a une transformation permanente à travers ces questions. Et d'autant plus quand viennent des écoles et que les enfants voient que les légumes viennent de la terre et pas des supermarchés. Déjà là, il y a des changements sociaux dans la manière de penser comment se travaille la terre et s'obtiennent les aliments que chacun consomme».

## DES MANIÈRES DE CHANGER LES CHOSES

Comme le dit son nom, le Transformateur de Haedo est un espace qui vise à transformer, tant les personnes elles-mêmes que la société. Leur instrument? La culture, et un espace d'accueil pour tous ceux qui veulent. Leur repère, installé dans la périphérie de Buenos Aires, est l'ancienne demeure d'un gouverneur, moitié maison, moitié château. Dans la maison récupérée, les jeunes du Transformateur proposent des ateliers en tous genres, un centre de jour pour les jeunes de la rue, une bibliothèque populaire. Depuis peu, ils aimeraient se rapprocher plus de la permaculture. En commençant un potager, mais aussi en changeant leurs habitudes dans la maison. Guille déroule leur réflexion: «Jusqu'à présent, on a toujours été fort tournés vers l'extérieur, en organisant des spectacles, des événements. Mais on se rend compte qu'il faudrait aussi penser la transformation et le changement à partir de la maison même. Réfléchir sur comment on tra-

vaillie, comment on utilise les ressources qu'on a... Commencer par transformer notre espace et nous-mêmes avant de transformer la société». Ilona, prof de l'atelier de swing, le complète: «Et ça créerait une possibilité de changement au-delà de ces murs aussi, via les relations qu'on a chacun hors du Transformateur avec d'autres gens. C'est changer peu à peu les relations, en commençant entre nous».

Pour Frank, de la Huerta, ils travaillent tout autant la permaculture dans les relations humaines. Il s'agit de coopérer, d'essayer de réaliser les choses en groupe de la meilleure manière possible, et de manière horizontale. «Ce qu'il y a, c'est que la permaculture, c'est tout! Ce n'est pas seulement faire un potager et construire une maison en boue, tout ce qui serait des alternatives de mode de vie. Parce qu'il y a des gens qui font ça mais qui ne vivent pas la permaculture. La permaculture, c'est une manière de penser, de vivre, de se mettre en relation les uns avec les autres», explique Marta.

À la Huerta comme à Velatropa, et comme dans des dizaines d'autres lieux alternatifs de Buenos Aires, le changement dans les relations est essentiel. Pour les milliers de personnes qui participent à ces espaces, les relations horizontales et égalitaires sont la base de tout changement de plus grande ampleur. Grisella explique leur fonctionnement. «Nous, on fait des assemblées tous les dix jours environ, selon les nécessités ou l'urgence qu'il y a à résoudre certaines questions. Toutes les décisions, on les prend de manière consensuelle». Cristobal, géant barbu, sa petite fille d'un an dans les bras, continue: «L'assemblée est aussi une manière d'apprendre. Apprendre à parler entre camarades, apprendre comment on prend les décisions concernant les choses qu'on fait. Et ce sont des moments très riches car on réapprend chacun à écouter, à comprendre l'autre et à repenser notre bagage culturel».

Paola est espagnole, elle vit à Velatropa depuis quatre mois. «Moi, je suis plus venue ici dans l'idée de faire des onguents et des lotions à base

de plantes. Mais c'est la question des personnes et des relations humaines qui m'a accrochée le plus». Pour elle, la permaculture qu'ils pratiquent à Velatropa a trois bases: l'alimentation et la production d'aliments, la construction naturelle et la construction d'une société. Cette société, elle passe par les cercles des repas, c'est-à-dire les multiples discussions qu'ils ont chaque jour pendant les repas communs, où ils discutent des éventuels problèmes. Elle passe aussi par le consensus, par l'attention à chacun et l'encouragement à ce que chacun s'exprime, par une «conscience collective envers l'environnement et envers les personnes», résume Paola.

Qu'ils contribuent à transformer la société, Cristobal en est convaincu. «D'une certaine manière, oui, on transforme la société, parce qu'on propose une autre manière de consommer, une autre utilisation des ressources. Ici, c'est un lieu où la permaculture virevolte sans cesse. Et la permaculture a à voir avec une idéologie de changement de la forme de consommer dans le système où on vit. À travers le recyclage et la réutilisation, à travers le fait de transformer des déchets en choses utiles, on essaie de transformer la société à partir d'une connaissance autre, partagée, collective».

Pour tous ces espaces, la permaculture apparaît comme un outil pour pouvoir mener à bien ces changements. Quels que soient leurs objectifs concrets, centres culturels, d'expérimentation ou potagers communautaires, ce sont tous des espaces et des personnes qui croient en d'autres manières de fonctionner. Et qui mettent les mains à la terre pour commencer à les construire.

Edith Wustefeld et Johan Verhoeven

# COUSSIN GONFLABLE 100% RÉCUP'

## UNE RECETTE DE LA FOIRE AUX SAVOIRS-FAIRE

Dans chaque édition de Kairos, la Foire aux Savoir-Faire vous propose l'une de ses recettes.

La foire aux savoir-faire a pour objectif de donner le goût et les techniques de \*faire par soi-même\* pour le plaisir d'apprendre, d'exercer sa créativité, d'adoucir son impact sur l'environnement et d'ajuster sa consommation à ses besoins. Le plus possible, les recettes qu'elle propose lors de ses animations, qui sont toutes reprises sur son site, sont à base de récup'. Ses ateliers sont ouverts à tous, dans un esprit collaboratif et expérimental; ils laissent à chacun la possibilité de venir faire une réparation, un objet, tester une recette, en inventer une, en utilisant les outils et le matériel de récup' mis à disposition.

Cuisiner avec son réchaud à alcool, s'asseoir au bord du chemin pour profiter du paysage en mangeant quelques abricots secs, pique-niquer dans un pré, s'arrêter tranquillement sur un chemin de pierre pour rustiner un pneu crevé, s'allonger sur la plage pour arborer son nouveau bikini en crochet de sacs plastiques, autant de situations où l'on aimerait souvent avoir un bon coussin pour ses fesses ou pour appuyer sa tête. Pourtant il n'est jamais pratique de transporter un coussin.

C'est pourquoi nous vous proposons le coussin gonflable de récup'.

- 1) Récupérez l'enveloppe intérieure d'un cubi de vin
- 2) Rincez-la
- 3) C'est fini

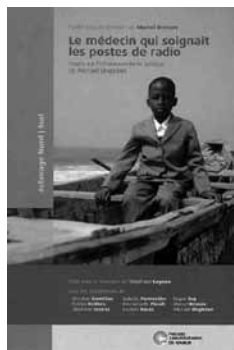
Vous êtes l'heureux détenteur d'un coussin gonflable multi-usage, qui ne tient pas de place. Votre coussin se gonfle et se dégonfle par le robinet. Roulez-le et emportez-le partout avec vous !

Les multiples tests réalisés par notre équipe ont permis de mettre en évidence les très hautes qualités de résistance de ce coussin.

Retrouvez les recettes de la Foire aux Savoir-Faire sur le site: [www.foiresavoirfaire.org](http://www.foiresavoirfaire.org)



## LU, VU, ENTENDU



**LE MÉDECIN QUI SOIGNAIT LES POSTES DE RADIO. ESSAIS SUR L'ETHNOCENTRISME CRITIQUE DE MICHAEL SINGLETON**  
LEYENS STÉPHANE (DIR.)

L'anthropologue britannique Michael Singleton (né en 1939), de nos jours professeur émérite de l'UCL, est bien connu des objecteurs de croissance, notamment pour ses contributions à la revue Entropia. L'ouvrage collectif présenté ici lui rend hommage en explorant son «ethnocritique critique».

«Hors culture, rien! Pas même le développement», clame-t-il dans la première partie. L'autre objectif de l'ouvrage est d'apporter de l'eau au moulin du débat sur l'aide au développement et la coopération Nord-Sud. Car il y a toujours eu, en filigrane, cette question lancinante : dans quelle mesure les Occidentaux respectent-ils, ou non, la diversité culturelle des peuples qu'ils se sont mis en tête de «développer», de nos jours en prenant souvent prétexte de l'aide humanitaire? La réponse est double: soit relativiste – c'est le choix assumé de Singleton – soit (plutôt) universaliste – c'est celui de ses amis contradictoires. Une telle discussion requiert obligatoirement toutes les nuances et mises en perspectives conceptuelles imaginables, et pose des questions philosophiques essentielles: «Le prétendu universalisme serait en fait un impérialisme ethnocentrique qui s'ignore» avance Stéphane Leyens pour lancer la réflexion (p. 9). Autrement dit: les acteurs du développement adoptent un ethnocentrisme universaliste, certes inéluctable, mais

qui doit (devrait) être aussi critique de ses limites. Pour Singleton, la distinction nature-culture, typique de l'onto-épistémologie occidentale, n'est pas pertinente, il faut au contraire défendre une forme de constructivisme nominaliste où tout se donne à travers le langage. Pour lui, «le développement et la coopération interculturelle devraient être des processus foncièrement ouverts, toujours en devenir, générant des lieux inédits», et certainement pas une téléologie (pp. 16 & 17). Cette position radicale est discutée, parfois âprement, par huit de ses collègues ou ex-étudiants dans la deuxième partie, sous l'angle des Postcolonial studies ou de la bioéthique entre autres, par Christian Comélieu, Patrick Kelders, Isabelle Parmentier, Emmanuelle Piccoli, Laurent Ravez, Nupur Ray, Marcel Rémon et Stéphane Leyens. De ces contributions, je retiendrai subjectivement celle de Kelders pour son style enflammé débordant de conviction, qui défend l'attitude universaliste par le biais de son travail de terrain. Le long texte de l'anthropologue (pp. 25-49), au style fleuri et imagé, aux nombreuses références philosophiques, aux anecdotes pittoresques tirées de son expérience de Père Blanc chez les WaKonongo de Tanzanie, peut servir d'introduction à sa pensée, pour ceux qui ne la connaîtraient pas encore. En guise de point «final», il intervient à nouveau (pp. 147-173) pour répondre aux objections de ses amis, mais en n'apportant pas vraiment d'éléments nouveaux. On peut aussi simplement considérer ce livre comme une précieuse entrée vers la problématique complexe de la coopération et de l'aide au développement.

Bernard Legros

«Le médecin qui soignait les postes de radio. Essais sur l'ethnocritique critique de Michael Singleton», LEYENS Stéphane (dir.) - Presses universitaires de Namur, 2013



**“L'ÂGE DE FAIRE”**

Qui a dit que ça ne bougeait pas, que la presse alternative subversive n'était pas en train de renaître, encore assourdie sous l'épais vacarme de la presse mainstream, mais néanmoins présente? En France, *l'âge de faire* en est encore la preuve. Déjà à son numéro 77, un de ces journalistes, Fabien, nous a contactés, voyant dans son canard et le notre quelques similitudes. L'âge de faire, outre qu'il exprime cette même idée fondamentale que «c'est le moment et qu'il faut le (re-)saisir car plus tard...», est un souffle venteux dans le paysage médiatique.

Nous ne manquerons pas de vous en dire plus dans les prochains numéros.

En attendant: [lagedefaire-lejournal.fr](http://lagedefaire-lejournal.fr)

# AGENDA

## RADIO PANIK FÊTE SES 30 ANS – DU 28 SEPTEMBRE AU 15 OCTOBRE

Depuis 30 ans, Radio Panik dit ce qui se fait, et ne fait pas ce qu'on lui dit... 30 ans de radio libre, ça se fête... mais en grand ! Pendant deux grosses semaines donc, on célébrera Radio Panik au travers de différents événements et dans différents lieux.

Des manifestations festives, participatives et d'écoute, l'occasion de rassembler toutes les forces vives de Radio Panik, d'hier, d'aujourd'hui et de demain.

Retransmissions d'émissions spéciales en direct de lieux culturels, associatifs, de bars... Sur le 105.4 FM

Pour le reste, voir [www.radiopanik.org/spip/](http://www.radiopanik.org/spip/)  
Radio-Panik-fete-ses-30-ans

## SIX HEURES POUR L'ÉCOLE DÉMOCRATIQUE 2013

Le samedi 19 octobre, l'Apéd vous invite à participer à la sixième édition des « six heures pour l'école démocratique ». Des dizaines d'ateliers, des débats, des promenades, des propositions concrètes et des instruments pour les cours. Les « Six Heures » sont une occasion unique de réfléchir à notre mission et de rencontrer des collègues de toutes les communautés, tous les niveaux et tous les réseaux dans une ambiance chaleureuse et autour d'un délicieux repas. Bienvenue à tous !

A l'Institut Saint Julien Parnasse, avenue de l'église Saint Julien 22, Bruxelles (Auderghem).

Renseignements et inscriptions: [aped@ecoledemocratique.org](mailto:aped@ecoledemocratique.org), [www.skolo.org](http://www.skolo.org).

## PERTES & PROFITS, DE LA FINANCE À L'AUSTÉRITÉ: PROJECTION THÉMATIQUE AU CINÉ NOVA DU 12.09 AU 20.10

Cette énième crise révèle à nouveau l'abîme qui sépare deux univers : d'une part une oligarchie financière, constamment soutenue par les gouvernements de droite comme de gauche, triomphante en période de prospérité, larmoyante lorsque la banqueroute la menace ; d'autre part l'immense majorité de ceux qui ne disposent pas des mêmes privilèges, habitués à tout payer, pour assurer les profits ou essuyer les pertes du système financier.

Comment donc se saisir des multiples questions suscitées par le déclenchement d'une telle crise ? Quelles relations l'oligarchie entretient-elle avec le politique ? Par où et comment circulent les milliards en jeu dans les questions de finance ? Quelles sont les implications de ces mécanismes sur nos quotidiens ? ...

Projections, débats, expos, concerts.

Une programmation organisée en collaboration avec Dites 33 !, Le P'tit Ciné et le Réseau Financement Alternatif (Financité).

Infos et programme : [www.nova-cinema.org](http://www.nova-cinema.org), 3 rue d'arenbergstraat – 1000 Bruxelles. Tél. : 0032(0)2/511.24.77

## FESTIVAL ALIMENTERRE

A l'occasion de la Journée Mondiale de l'Alimentation et pour ses cinq ans, le Festival AlimenTerre propose un programme autour des questions agricoles et alimentaires. Films et rencontres avec des acteurs du monde paysan du Nord et du Sud.

Avant-première bruxelloise de « Pierre Rabhi, au nom de la terre », projection le samedi 19 octobre à 20h30 en présence de la réalisatrice Marie-Dominique Dhelsing

Le Forum des Alternatives propose cinq porteurs d'initiatives. Ces défenseurs d'une autre alimentation partageront leurs expériences et inviteront le public à passer à l'action. Le Forum accueillera le Collectif 123, Terre-en-vue, Field Liberation Movement, Agricover ainsi que l'École paysanne indépendante. Le samedi 19 octobre de 15h à 18h à Mundo-B.

## REPAIR CAFÉ: RÉPARER ENSEMBLE GRATUITEMENT. LE 6 OCTOBRE.

Pour redonner vie à des objets cassés ou qui ne fonctionnent plus, la Commune de Watermael, avec l'aide d'habitants, met sur pied un Repair Café, dès le 6 octobre. Des bénévoles, électriciens, couturières, menuisiers, réparateurs de vélos, informaticiens... mettront tous leurs savoirs à disposition des personnes souhaitant réparer un objet.

Le Repair Café se tiendra à la gare de Watermael (rue des Taillis), les 6 octobre, 17 novembre, 8 décembre, 12 janvier, 9 février et 9 mars, de 14 à 18h. Entrée libre.

Si vous souhaitez rejoindre l'équipe de bénévoles ou si vous disposez d'outils et de petit matériel en bon état pour les différents ateliers, n'hésitez pas à contacter les organisateurs : T. 0495/256.333, [repaircafe@wb.irisnet.be](mailto:repaircafe@wb.irisnet.be), [www.repaircafe.be](http://www.repaircafe.be)

## CYCLE D'ÉVÉNEMENTS: UNE SOCIÉTÉ DU BIEN VIVRE. POUR SORTIR DE LA TYRANNIE DE L'ÉCONOMIE !

Le mpOC et les Amis de la terre coorganisent un cycle d'événements intitulé «Une société du bien vivre. Pour sortir de la tyrannie de l'économie !»

Premier rendez-vous le 13 octobre à Mundo N, rue Nanon à Namur. Un drink sera offert, suivi, dès 14h d'une rencontre entre écosocialisme (Pierre Eyben), convivialisme (Michel Weber) et décroissance (Bernard Legros). Cette rencontre sera suivie d'un débat, puis d'une auberge espagnole.

Second rendez-vous, le 8 novembre aura lieu à Louvain-la-Neuve à 19h30 une conférence de Paul Ariès et Christian Sunt.

# BRÈVES

## L'ANNÉE SANS VOITURE

A l'heure où les puissances occidentales placent leurs billes dans les zones géopolitiques dont le contrôle leur permettra d'encore nous faire un peu rouler en bagnole, attraper des maladies respiratoires et assurer notre obésité, Mackinac, ville américaine où la voiture est interdite, nous prouve par l'exemple qu'il est possible de faire autrement, et que notre petite journée « sans voiture » de ce 22 septembre a quelque chose du ridicule. A Mackinac vélo, calèches, marche à pied – marche à pied ? – sont le quotidien d'habitants qui pour beaucoup d'Américains – et d'Européens – doivent passer pour d'irréductibles conservateurs et dinosaures rétifs au progrès. Un journaliste écrit : « *l'air est plus propre et les accidents sont moins nombreux. Les habitants de l'île sont en meilleure santé grâce à l'exercice. Il y a un égalitarisme important puisque tout le monde se déplace de la même façon. Ils économisent aussi une énorme quantité d'argent.* » Interdite en 1898, à l'heure où l'absence de publicité et sa faible accessibilité masquaient encore tous ses nombreux désagréments – bruit, coût, espace nécessaire, pollution... -, Mackinac n'a depuis jamais levé son interdiction. Chapeau ! A lire sur [Treehugger.com](http://Treehugger.com) et sur [carfree.fr](http://carfree.fr).

## LA 4G, ÇA VIENT, ÇA VIENT !...

Dans un genre de manipulations formidables dont seul un professionnel de la politique a le secret, le gouvernement bruxellois annonçait le montage architectural qui allait permettre enfin d'accéder à « *une technologie qui prend bien du retard* » (12 minutes de la rtbf du 12/07), cette annonce étant par ailleurs tout à fait journalistiquement neutre... Soucieux surtout de satisfaire aux appétits des opérateurs, vendeurs de télécom et au « développement technologique », le « compromis » a tout d'un exercice de supercherie, même si la Ministre Huytebroeck évoquait sa volonté d'« *assurer le développement technologique de la capitale et respecter la réalité juridique souhaitée par le parlement en 2007* ». Pour mieux la contourner par après... celle-ci, réduisant la puissance d'émission des antennes à 3 volts/mètre par technologie, verra la limite dès à présent partagée pour chaque technologie, avec un plafond régional de 6 volts/mètre. Jamais pourtant on ne débattrait longuement sur les avancées qu'apporteront la 4G: « *gagner quelques millisecondes lors des téléchargements* ». Du temps gagné pour regarder The Voice Belgique ? Yes ! On expliquera ça à nos enfants.

## ... CAR ON NOUS Y PRÉPARE BIEN

Cela ne déplaira pas à certains, et peut-être pas au Soir, qui, cet été, proposait une rubrique formidablement moderne : « *moi et mon smartphone* », où les Doukeridis, Javaux (les écolos qui avancent avec leur temps... et ne se rendent pas compte qu'ils chuteront aussi avec) et autre Luc Pire s'étaient sur leur(s) relation(s) avec leur smartphone. On retiendra une des questions du journaliste irrévérent : « *à choisir, votre smartphone ou votre voiture ?* » Est-ce pur hasard si dans l'article consacré à la 4G, dans un encart du Soir (13 juillet 2013) intitulé « *débat* » et titré « *précaution sanitaire contre compétitivité* », le journaliste dévoile l'idée qu'il a sur la question, avançant, face à ce qui est un prudent principe de précaution porté par l'ordonnance parlementaire de 2007, que cela s'est fait « *sans avancer la moindre preuve d'un danger potentiel* ». Ah oui ? Ne faudrait-t-il pas aller voir ce journaliste impertinent avec le Kairos de mars/avril 2013 (dont le dossier était consacré au sujet) ?



Dessin: Pierre Leclercier Scénario: Alain Munoz

# Kairos

Kairos, projet coopératif et bénévole, repose sur une équipe engagée, se nourrit d'apports divers et variés, se veut avant tout un journal d'opinion, résistant, d'ouverture et collectif. Il n'est lié à aucun parti ni aucun syndicat. Journal promouvant les valeurs de l'objection de croissance, il défend la liberté et l'esprit critique, et par là le sens des limites et le respect de la nature vivante.

Kairos veut rompre avec les idéologies dominantes de la société : consumérisme, croissance, développement, progrès, marchandisation du monde et du vivant, travailisme et employabilité, compétitivité, concurrence et « libre-échange »... qui nous semblent être autant de mécaniques d'exploitation par l'homme de l'Homme et de la Nature et de négations de ce qui fait le beau, le bon et le vrai dans la vie. Notre journal s'écrit avec la conscience que la vie est forte mais l'existence fragile, que tout est éphémère.

Kairos dénonce l'esprit de la machine : le productivisme, logique du toujours plus, d'accumulation infinie et indéfinie pour satisfaire à la croissance du PIB, sans questionnement sur le sens et la nécessité de la production, sans respect par conséquent de la nature et de l'humain.

Kairos cherche à comprendre et recherche donc les forces et les logiques passées, présentes, et celles qu'on nous prépare, qui font le monde tel qu'il est et devient.

Kairos sait que l'individu ne peut pas tout mais qu'ensemble tout est possible, le meilleur comme le pire. Notre questionnement ne concerne donc pas que les structures lointaines du pouvoir mais aussi la possibilité d'agir de chacun, seul et associé, ici et maintenant.

Kairos propose d'autres possibles, qui souvent existent déjà ou ont existé. Sortir du seul pessimisme dénonciateur et retrouver les voies de sociétés décentes, des sociétés qui n'humilient pas et de bonheurs simples. Des sociétés décentes dans lesquelles la justice est ardemment recherchée par le plus grand nombre, y compris par les dirigeants et les institutions. Des sociétés dans lesquelles les plus forts n'exploitent pas les plus faibles, où les personnes ne sont pas réduites à leurs fonctions de production et de consommation ; des sociétés qui dépassent les catégories binaires (travailleur/chômeur, jeune/vieux, étranger/autochtone, ...) et leurs stéréotypes associés.

Des sociétés au cœur desquelles la fraternité des hommes est donc reconstruite et cultivée comme condition de leur autonomie individuelle et collective et comme base de la solidarité. Des sociétés qui savent s'autolimiter, qui refusent le « sens-unique de l'histoire » et chérissent les connaissances précieuses du passé, indispensables pour l'avenir.

Kairos s'inscrit dans son temps, qui est un « moment opportun », celui de la conjonction des crises et de l'espoir d'un bouleversement des consciences.

Kairos n'existe que grâce à ses lecteurs qui, comme nous, pensent qu'il est tard déjà et que maintenant est le moment d'agir.

## SOUTENEZ-NOUS: ABONNEZ-VOUS! 5 NUMÉROS + 1 SPÉCIAL\*

Kairos – Journal antiproduktiviste pour une société décente

### BELGIQUE

#### Personnes

- > Abonnement simple  
 18 euros
- > Formule de soutien\*\*  
 30 euros  50 euros  Plus

#### Organisations

- > Abonnement simple  
 40 euros
- > Formule de soutien\*\*  
 60 euros  80 euros  Plus

### FRANCE

#### Personnes

- > Abonnement simple  
 24 euros
- > Formule de soutien\*\*  
 30 euros  50 euros  Plus

#### Organisations

- > Abonnement simple  
 44 euros
- > Formule de soutien\*\*  
 60 euros  80 euros  Plus

Nom\*\*\*: \_\_\_\_\_ Prénom\*\*\*: \_\_\_\_\_

Rue\*\*\*: \_\_\_\_\_ Numéro: \_\_\_\_\_ Code postal: \_\_\_\_\_

Ville\*\*\*: \_\_\_\_\_ Pays\*\*\*: \_\_\_\_\_

Adresse électronique ou téléphone (facultatifs): \_\_\_\_\_

> A retourner à: Kairos asbl, rue Théophile Vander Elst, 89, 1170 Bruxelles

Virement bancaire à l'ordre de  
Kairos asbl sur le compte: 523-0806213-24  
IBAN BE81 5230 8062 1324 – BIC TRIOBEBB

Chèques  
non acceptés  
en Belgique

Renseignements:  
Tél. (00 32) 485/057 744  
Courriel: info@kairospresse.be  
Site: www.kairospresse.be

\* Abonnement valable à partir du numéro suivant réception du virement

\*\* Abonnement simple + Don

\*\*\* Remplir EN LETTRES MAJUSCULES